



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

17 AVRIL 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ INDUSTRIE
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE FMI PUBLIE SES
PREVISIONS
MACROECONOMIQUES
A L'AULNE DU
COVID-19

MADAGASCAR : LE
FMI APPROUVE LE
DECAISSEMENT
D'UNE FACILITE DE
CREDIT RAPIDE DE
154 MEUR

LES DERNIERES
ANNONCES DES
BAILLEURS FACE AU
COVID-19

TANZANIE :
EMERGENCE D'UN
DEFICIT
COMMERCIAL VIS-
A-VIS DU KENYA

CAP-VERT :
CROISSANCE DU
PIB DE 5,7% AU
4EME TRIMESTRE
2019

7 PAYS D'AFRIQUE DE
L'OUEST VONT
RECEVOIR 379 M USD
DE LA BANQUE
MONDIALE POUR
RENFORCER LEUR
SYSTEME STATISTIQUE

LA BAFD ACCORDE
UNE FACILITE DE
FINANCEMENT DE
15 M EUR POUR
SOUTENIR LE
LOGEMENT SOCIAL

BRUNO LE MAIRE
PROPOSE UN
MORATOIRE DE LA
DETTE POUR LES
PAYS EN
DEVELOPPEMENT

KENYA : DES
BALLONS DANS LE
CIEL POUR
MAINTENIR L'ACCES
A INTERNET



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Les dernières annonces des bailleurs face au COVID-19

La BM déploie une 1^{ère} série d'opérations de soutien d'urgence pour un montant total de 1,9 Md USD dans 25 pays en développement, dont 47,7 M USD en Afrique de l'Ouest. Le groupe avait déjà annoncé le 17 mars qu'il porterait ses financements contre le COVID-19 à 14 Mds USD, dont une contribution de 8 Mds de l'IFC. La BAfD a pour sa part annoncé, le 8 avril 2020, la création d'un fonds de 10 Mds USD pour aider les pays membres régionaux à lutter contre la propagation du COVID-19. L'Union européenne a annoncé qu'elle apporterait une garantie de 2,1 Mds EUR pour l'Afrique subsaharienne. La France lance, via l'AFD, l'initiative « COVID-19 - Santé en commun » dotée de 1,2 Md EUR pour soutenir spécifiquement le continent africain.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Africa's Pulse de la Banque mondiale annonce la 1^{ère} récession de l'Afrique depuis 25 ans

La croissance en Afrique subsaharienne a été touchée de plein fouet par la pandémie de coronavirus et devrait se rétracter fortement en 2020, dans une fourchette entre -2,1% et -5,1%, contre 2,4% en 2019, plongeant la région dans sa première récession depuis plus de 25 ans. D'une manière générale, les pays exportateurs de pétrole seront les plus durement touchés. La crise du COVID-19 risque également de provoquer une crise alimentaire en Afrique, la contraction de la production agricole risquant d'atteindre entre 2,6% dans le scénario optimiste et jusqu'à 7% en cas de blocages commerciaux.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim pourrait accuser un retard en raison du COVID-19

British Petroleum affirme qu'en raison de la propagation du Covid-19, son navire flottant de production de GNL, FLNG Gimi, dont la livraison était prévue en 2022, ne devrait pas rentrer dans les eaux sénégal-mauritaniennes avant 2023. Le contractant Gimi MS, filiale de l'armateur Golaren, chargé de la conversion du méthanier a entamé, à la demande de BP, des discussions avec le convertisseur de navires Keppel afin de reprogrammer les activités et réduire les engagements d'investissements pour 2020-2021. Pour rappel, FNLG Gimi devrait coûter 1,3 Md USD pour une capacité de production de 2,5 Mtpa.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Total vend ses réseaux de stations-service au Libéria et en Sierra Leone

Le géant pétrolier français a confirmé le 7 avril la cession de ses réseaux de distribution de carburant sierra-léonais et libérien au groupe Conex Oil & Gas Holding Ltd, installé à Monrovia, en même temps que celle de ses parts dans un bloc d'exploration-production offshore au Brunei, vendues à Shell. Total était installé au Libéria et en Sierra Leone depuis 2005 avec une trentaine de stations-service dans chaque pays. Cette cession s'inscrit dans le programme de vente d'actifs de 5 Mds USD du groupe sur les exercices 2019 et 2020 et dans le plan d'action annoncé le 24 mars 2020 par le PDG du groupe pour faire face à la chute des cours du brut, qui ont été divisé par deux depuis le début de l'année.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La start-up française Weather Force sélectionnée par la Banque mondiale pour un projet sur la filière coton au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Weather Force interviendra en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso pour mettre en place, avec l'aide du Sodexam et de l'ANAM, un démonstrateur de services agro-météorologiques pour les industriels de la filière coton. Ce déploiement fait suite à la sélection de la start-up française à un appel d'offres de la BM. A terme, les industriels du coton profiteront d'indicateurs prédictifs tels que des indicateurs de températures ou de pluviométrie. En Côte d'Ivoire, où le secteur agricole représente 23% du PIB, Weather Force estime que les pertes de rendement dues aux chaleurs extrêmes, sécheresses et inondations pourraient s'élever à 1,3 Md USD d'ici à 2040.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Bruno Le Maire propose un moratoire de la dette pour les pays en développement

Au cours d'une conférence de presse, le ministre français de l'Économie et des Finances a proposé la mise à disposition de 3 facilités financières en faveur des pays en développement, en particulier africains : (i) l'ouverture de droits de tirage spéciaux du FMI à hauteur de 500 Mds USD (460 Mds EUR) ; (ii) la mise en place d'une ligne de crédit rapide pour compléter la ligne de swap des banques centrales ; (iii) un moratoire de la dette des pays les plus pauvres. Cette dernière proposition fait écho à la demande formulée par les ministres africains des Finances et reprise par la Banque mondiale et le FMI. Le ministre français a précisé que « le Club de Paris devrait être à l'avant-garde de cette initiative ».

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La CNUCED propose un plan de soutien de 2500 Mds USD pour les pays en développement contre le COVID-19**

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a demandé que les pays en développement reçoivent une aide de 2500 Mds USD pour surmonter le choc sanitaire et économique du COVID-19 : 500 Mds USD sous forme de « plan Marshall » pour la santé ; 1000 Mds USD de liquidités pour aider les Etats à surmonter les conséquences des confinements et de la chute des échanges mondiaux ; 1000 Mds USD pour un arrêt du service de la dette et la réduction de la dette. La CNUCED suggère également un meilleur contrôle des mouvements de capitaux pour empêcher une aggravation de leur fuite, limiter le risque de liquidité et stopper la chute des devises et des prix des actifs.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **25 M EUR supplémentaires pour la CSU des pays ACP**

Le secrétaire général du groupe des États ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) a annoncé, le 27 mars, une collaboration avec l'Union européenne pour mobiliser 25 M EUR supplémentaires pour le programme en cours visant à renforcer les systèmes de santé pour une couverture sanitaire universelle (CSU) dans chaque État ACP. Cette annonce intervient dans le cadre de la lutte mondiale contre la pandémie de COVID-19. Les fonds supplémentaires aideront les pays à (i) accélérer la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire par le renforcement des systèmes de santé et à (ii) améliorer la préparation aux urgences sanitaires nationales, régionales et mondiales au-delà de la pandémie de COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'OMS obtient 2 M USD de la BAfD pour contenir la pandémie en Afrique**

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 31 mars, le décaissement de 2 M USD sous forme d'aide d'urgence en faveur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour le renforcement de sa capacité à aider les pays africains à maîtriser la pandémie du COVID-19 et à en atténuer les effets. Ce don est une contribution au Plan de préparation et d'intervention de l'OMS de 50 M USD, appuyé également par d'autres partenaires techniques et financiers. La BAfD devrait prochainement dévoiler un programme d'aide financière qui permettra aux gouvernements et aux entreprises d'adopter des mesures destinées à réduire les effets de cette pandémie sur les plans économique et social.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Report du Sommet Afrique-France de Bordeaux**

L'évolution de la situation sanitaire internationale, liée au Covid-19, ne permettra pas de tenir l'organisation du Sommet Afrique-France initialement prévu les 4, 5 et 6 juin prochains à Bordeaux. Il a donc été décidé le report de cet événement international majeur, devant réunir de nombreux chefs d'Etat. En liaison avec ses homologues des pays africains, le président de la République française proposera une initiative consacrée à la réponse sanitaire et économique du Covid-19 en Afrique.

✉ alexis.duboisberranger@dgtresor.gouv.fr

▼ Un tiers des ménages ouest-africains sans installation de base pour le lavage des mains

Selon les données de l'UNICEF de 2017 (republiées par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE), la majorité des ménages sahéliens et ouest-africains ne disposent pas de facilités permettant le lavage des mains au savon, un geste essentiel contre la propagation du COVID-19, mais aussi celle d'autres maladies sévissant encore dans la région, comme le choléra. Seuls le Ghana, le Mali, la Mauritanie et le Nigéria dépassent la moyenne mondiale de 60% de personnes ayant accès à l'eau et au savon. La situation est particulièrement mauvaise au Bénin, en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria et au Togo où au moins les trois-quarts de la population en sont privés.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 11,4 M de personnes en situation d'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Selon une récente analyse du Réseau de prévention des crises alimentaires (plateforme de concertation autour des enjeux alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest), 11,4 millions de personnes ont actuellement besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle, dont 1,6 M au Niger, 1,6 M au Burkina Faso, 1 M en Sierra Leone et 760 000 au Mali. Ces chiffres sont en augmentation de 20% par rapport à la dernière analyse effectuée en novembre 2019. Le nombre de personnes déplacées a été multiplié par 4 en un an pour atteindre 1,2 M au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Les différentes mesures prises par les Etats pour endiguer la progression du COVID-19 font peser des risques forts d'aggravation de la situation.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ 7 pays d'Afrique de l'Ouest vont recevoir 379 M USD de la Banque mondiale pour renforcer leur système statistique

La Banque mondiale a approuvé, le 26 mars, une enveloppe de 379 M USD (343 M EUR), destinée à l'harmonisation et au renforcement des systèmes statistiques dans 7 pays d'Afrique de l'ouest : Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria, Sierra Leone et Togo. L'objectif du projet est d'accroître le nombre de données de qualité disponibles. Il s'inscrit dans le cadre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA2), une initiative continentale conçue pour remédier aux insuffisances des systèmes statistiques et soutenir le déploiement du programme d'intégration régionale de l'Afrique.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Covid-19 : 530 nouveaux cas en une semaine en Afrique de l'Ouest (Hors Nigéria-Ghana)

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria et Ghana), à la date du 2 avril 2020, on enregistre 948 cas confirmés, contre 418 une semaine auparavant. En outre, sur ces cas confirmés, on note 31 décès (+21) et 143 guérisons (+121). Les pays les plus touchés demeurent le Burkina Faso avec 288 cas (+136), le Sénégal avec 195 cas (+90) et la Côte d'Ivoire avec 194 cas (+98).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Adoption de mesures par les banques centrales ouest-africaines en faveur de la liquidité bancaire**

Anticipant les tensions de liquidité qui pourraient être liées à l'impact négatif de la pandémie du Covid-19, plusieurs banques centrales en Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana) ont adopté des mesures visant à accroître la liquidité ou à réduire son coût et à soutenir l'activité bancaire. Ces mesures consistent notamment à injecter des liquidités additionnelles (en zone UEMOA), à réduire les taux directeurs (au Cap-Vert, en Gambie, en Mauritanie et en Sierra Leone), à mettre en place des instruments spécifiques d'apport de liquidité (au Cap-Vert et en Mauritanie) et à baisser le taux de réserves obligatoire (en Mauritanie) ou à allonger leur période de constitution (en Sierra Leone).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les banques centrales ouest-africaines adoptent des mesures de soutien aux entreprises**

Face à l'impact du Covid-19, des mesures ont été prises par des banques centrales de l'Afrique de l'Ouest en vue de soutenir les entreprises. Ainsi, la BCEAO et la Banque centrale du Cap-Vert ont autorisé les banques à accorder des reports d'échéances de remboursement ; la Banque centrale du Libéria a suspendu les règles de classements des créances pour certains secteurs et la Banque centrale de la Sierra Leone (BSL) a mis en place une ligne de crédit pour les biens et services essentiels. Aussi, pour faciliter les importations de tels biens, la BSL a mis à disposition des devises et la Banque centrale de la Mauritanie a gelé les cautions relatives à l'ouverture des crédits documentaires de ces biens.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du Covid-19 en zone UEMOA**

La BCEAO, l'ensemble de la communauté bancaire et les établissements de monnaie électronique de l'UEMOA, ont pris de nouvelles mesures pour encourager les populations à limiter les contacts physiques, grâce à l'utilisation des paiements digitaux. Ces mesures ont essentiellement pour effet de réduire les coûts des transactions de monnaie électronique (gratuité de certaines opérations et réduction des commissions notamment) et s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures prises par la BCEAO le 21 mars 2020. D'autres mesures sont relatives au relèvement du plafond de rechargement du porte-monnaie électronique (de 50%) et du cumul mensuel de rechargement (de 20%).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'AFD et l'INSERM mettent en œuvre un dispositif de soutien au profit de 5 pays africains**

Dans le cadre de l'appui apporté par la France en réponse à la crise du Coronavirus, l'Agence française de développement (AFD) et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ont annoncé, le 27 mars, le lancement d'un dispositif conjoint visant à améliorer la veille sanitaire et la prise en charge des cas suspects de Covid-19 dans 5 pays d'Afrique (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali et Sénégal). Appelé Aphro-Cov, ce programme piloté par REACTing ciblera les laboratoires, le dispositif d'alerte précoce, les services cliniques ainsi que la population. Le montant de la subvention accordée par l'AFD à l'Inserm dans le cadre de ce projet s'élève à 982 M FCFA (1,5 M EUR).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'évolution de l'épidémie COVID-19 et les mesures entreprises par les pays ouest-africains pour y faire face**

En Afrique de l'Ouest (Nigéria et Ghana exclus), au 26 mars 2020, le COVID-19 s'est répandu dans tous les pays. On enregistre 418 cas confirmés au total dont 10 décès et 22 guérisons. Le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont pour l'instant les plus touchés (152, 105 et 96 cas confirmés respectivement). Plusieurs Etats travaillent à l'élaboration de plans de riposte à l'épidémie. Si ces mesures sont en partie financées sur les ressources domestiques des Etats, les autorités locales ont aussi lancé un appel à leurs partenaires techniques et financiers (PTF).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les pays africains pourraient obtenir une suspension du paiement du service de leurs dettes**

Les ministres africains des Finances ont interpellé les institutions internationales, en particulier la Banque mondiale, le FMI et la BCE, sur le soutien qu'elles pourraient apporter à l'Afrique. Ce soutien, évalué à 100 Mds USD, comprendrait la renonciation immédiate à tous les paiements d'intérêts de la dette publique (incluant les obligations souveraines), estimés à 44 Mds USD pour 2020, avec une extension possible à moyen terme. Cette requête a trouvé un écho favorable puisque la BM et le FMI ont lancé un appel à tous les créanciers bilatéraux publics à suspendre, avec effet immédiat, les paiements au titre du remboursement de la dette des pays IDA qui en demandent une dispense.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BCEAO adopte des mesures de soutien au système bancaire et au financement des économies de l'UEMOA**

La BCEAO a décidé de huit mesures dans l'optique de soutenir le système bancaire et le financement des économies de la zone. Ces actions visent entre autres à accroître la liquidité du système bancaire (accroissement des ressources injectées lors des opérations d'open-market, élargissement du champ des mécanismes d'accès au refinancement...), à soutenir le budget des Etats de façon indirecte, par l'affectation de 25 Mds FCFA à la BOAD, afin d'accroître ses ressources concessionnelles et à accompagner les entreprises qui éprouveront des difficultés à faire face au remboursement de leurs prêts (possibilité de report d'échéances).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Don de la Fondation Jack Ma dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 en Afrique**

Pour soutenir la lutte contre le COVID-19 en Afrique, la Fondation Jack Ma et Alibaba ont fait un don d'équipement médical comprenant plus de 1,5 million de kits de tests de diagnostic de laboratoire et plus de 100 tonnes de produits de prévention et de contrôle des infections. La cargaison est arrivée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 22 mars 2020. Elle sera acheminée par la suite vers chacun des pays membres de l'Union Africaine, avec le concours d'Ethiopian Airlines. Ainsi, chaque pays devrait recevoir 20 000 kits de tests de diagnostic de laboratoire, 100 000 masques médicaux et 1 000 combinaisons de protection et écrans faciaux.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BAfD accorde une facilité de financement de 15 M EUR pour soutenir le logement social dans l'espace UEMOA**

La BAfD a accordé une facilité de financement de 15 M EUR à la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH). Ce montant comprend un prêt de 10 M EUR sur ressources de la Banque et un prêt de 5 M EUR sur ressources de l'Africa Growing Together Fund. Il permettra à la CRRH d'octroyer davantage de ressources longues dédiées au déploiement de prêts au logement abordables. Pour rappel, la CRRH finance les portefeuilles de prêts au logement émis par ses 55 banques actionnaires en levant des ressources longues sur le marché obligataire régional et auprès des institutions financières de développement. 15 000 prêts à l'habitat sont octroyés par an dans la région.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Endeavour fusionne avec Semafo et devient le plus grand producteur d'or d'Afrique de l'Ouest**

Les compagnies minières Endeavour Mining et Semafo, actives sur plusieurs projets miniers en Afrique de l'Ouest, ont conclu un accord définitif de fusion afin de former une entité leader dans l'industrie aurifère. Les actionnaires d'Endeavour détiendront 70% de l'entité combinée, contre 30% pour ceux de Semafo. La transaction, d'une valeur de 1 Mds CAD (640 M EUR), permet à la société ainsi créée d'être membre du top 15 des plus grands producteurs aurifères mondiaux et le plus grand en Afrique de l'Ouest, avec 6 opérations en cours et une production annuelle d'1 M onces. Les actionnaires de Semafo recevront 0,1422 action d'Endeavour pour chaque action ordinaire détenue dans la société.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rachat des actifs de Total au Libéria et en Sierra Leone par Conex**

Le groupe libérien Conex a signé un accord avec le groupe pétrolier et gazier français Total pour racheter ses activités de commercialisation de carburant au Libéria et en Sierra Leone. Une opération qui pourrait permettre au groupe de devenir le leader du marché dans les deux pays. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué publiquement. La cession devrait être effective dans les six mois ; toutefois, Conex devrait conserver la marque Total pendant deux ans. Le groupe est déjà présent dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest, dont le Ghana et la Guinée.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **La progression de l'épidémie COVID-19 et ses premiers effets sur les pays ouest-africains**

En Afrique de l'Ouest, le COVID-19 s'est répandu dans 13 pays, à la date du 19 mars 2020. Le Sénégal et le Burkina Faso sont les plus touchés. Les premiers secteurs impactés sont le transport, le tourisme, les loisirs et le commerce. D'autres impacts peuvent être envisagés : (i) baisse des revenus d'exportation en raison d'une baisse de la demande ; (ii) réduction des envois de fonds ; (iii) des perturbations pour l'approvisionnement des industries locales en intrants et de la population en biens essentiels et (iv) des déficits budgétaires en hausse et un accroissement de la pression du service de la dette.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **La CEDEAO adopte des instruments financiers pour la sécurisation des échanges transfrontaliers de l'énergie électrique**

Les ministres en charge de l'Energie et leurs homologues en charge des Finances de six Etats membres de la CEDEAO ont adopté le 3 mars 2020, à Bamako, les Instruments proposés par la Banque mondiale pour la sécurisation des échanges transfrontaliers d'énergie électrique en Afrique de l'Ouest : i) un appui budgétaire et ii) un Fonds renouvelable de soutien aux liquidités (FRSL). Le FRSL va aider les exportateurs d'électricité à avoir accès à des liquidités en cas de non-respect des dispositions contractuelles des importateurs d'électricité et vice-versa. Il sera élargi à tous les Etats membres de la CEDEAO et impliquera les banques commerciales et multilatérales.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ La stratégie de l'UE en Afrique dévoilée : « Vers une stratégie globale avec l'Afrique »

Le 9 mars, la Commission européenne a proposé les bases pour l'élaboration de la nouvelle stratégie conjointe de l'UE et l'Afrique qui devrait être adoptée au cours du 6^e sommet Afrique-UE en octobre 2020 et remplacer la stratégie précédente, adoptée en 2007. Celle-ci se fonde sur les éléments constitutifs suivants : la transition verte et l'accès à l'énergie, la transformation numérique, la paix et la gouvernance, la migration et la mobilité. Cette stratégie conjointe n'est qu'un élément des multiples cadres de coopération Afrique-UE. Pour rappel, l'UE est le principal partenaire économique de l'Afrique : le total des échanges de biens s'élevait à 235 Mds EUR en 2018 (32% des échanges de l'Afrique).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAfD entre au capital de Yeelen

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 11 mars, une prise de participation de 12 M EUR au capital du fonds d'investissement Yeelen Financial Fund. Ce dernier vise une capitalisation de 65 M EUR afin d'investir en capital dans les institutions financières (banques, institutions de microfinance, Fintechs et compagnies d'assurance) des pays de l'UEMOA. L'objectif est d'aider ces institutions à se conformer aux exigences réglementaires liées au capital et aux fonds propres ; de soutenir leur expansion en élargissant leur portée aux populations financièrement exclues. Par cet investissement, la BAfD entend renforcer le taux d'inclusion financière dans la zone UEMOA, où celui-ci était estimé à 57,1% en 2018.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Adoption d'un plan d'action sur la formation des cadres des administrations fiscales et douanières des États de l'UEMOA

La commission de l'UEMOA a organisé un atelier sur la formation des cadres des administrations fiscales et douanières les 9 et 10 mars 2020 à Abidjan, en partenariat avec Expertise France, l'Organisation Mondiale des Douanes et avec l'appui de la Direction générale des douanes ivoirienne. Les travaux ont permis l'adoption d'un plan d'action par les représentants des Etats membres de l'UEMOA. Celui-ci porte sur le pilotage et l'organisation de la formation professionnelle ainsi que la modernisation des dispositifs de formation initiale et continue existants. Ce plan sera soumis à la validation des Ministres de la zone franc lors de leur prochaine réunion.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Afrique subsaharienne devrait connaître sa première récession depuis 25 ans, selon la Banque mondiale**

Selon la Banque mondiale, la croissance économique de l'Afrique subsaharienne passera de 2,4% en 2019 à une fourchette entre -2,1% et -5,1% en 2020. La chute de croissance pour l'Afrique de l'Ouest pourrait atteindre entre 5 et 8 points de pourcentage, par rapport à un scénario de base sans Covid-19. Avec des services de la dette externe conséquents et des titres en monnaie locale détenus en majorité par des investisseurs privés, le Ghana (2,44 Mds USD en 2018, le 3^{ème} plus important sur le continent) et le Nigéria (1,34 Md USD, 6^{ème}) sont exposés au risque d'une fuite de capitaux, qui mettrait davantage sous pression leurs réserves de change et le taux de change de leurs monnaies.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **La coordination sur le continent s'organise pour faire face à la crise**

Au cours d'une conférence à distance, les ministres des Finances des différents pays africains se sont mis d'accord sur la nécessité d'un plan de relance de 100 Mds USD à l'échelle du continent pour endiguer les effets du choc à venir. En plus de programmes de financement d'urgence, la Banque mondiale et le FMI ont appelé les créanciers bilatéraux à suspendre les paiements de la dette des pays les plus fragiles qui en feraient la demande. Par ailleurs, la BAfD aurait prévu l'émission d'obligations à 3 ans, en dollars et l'Afreximbank une facilité de 3 Mds USD pour répondre aux besoins de financement des acteurs économiques.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **COVID 19 - Le secteur des fleurs en très grande difficulté en Afrique de l'Est**

Le Kenya, l'Ethiopie, mais également l'Ouganda, font face à une crise sans précédent dans le secteur de l'exportation des fleurs coupées. La valeur de ces exportations représentait en 2017 un total d'environ 670 MUSD pour le Kenya (4^{ème} exportateur mondial), 207 MUSD pour l'Ethiopie (5^{ème} exportateur mondial) et 31 MUSD pour l'Ouganda. Cette même année, les fleurs étaient exportées à près de 90 % en Europe, dont la moitié aux seuls Pays-Bas. Aujourd'hui, en raison de la limitation des vols aériens, mais surtout de l'annulation de la quasi-totalité des commandes en Europe et dans le Monde, le secteur est à l'arrêt. Une très faible partie de la production est encore écoulée (moins de 20%), le reste est massivement détruit. Les pertes de revenu sont estimées à plus de 70 % depuis 1 mois au Kenya et à plus de 11 MUSD depuis 15 jours en Ethiopie. Cette crise s'ajoute aux difficultés sectorielles déjà existantes, liées à une baisse des cours en 2019. Le secteur des fleurs au Kenya employait directement entre 100 et 150 000 personnes (a priori équivalent en Ethiopie), faisant vivre indirectement 2 millions de personnes : la moitié des emplois directs a d'ores et déjà été licencié et les effectifs pourraient être réduits à 20 000 dans les prochaines semaines.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Le FMI publie ses prévisions macroéconomiques à l'aulne du Covid-19

Ces prévisions, qui s'arrêtent pour l'occasion à l'année 2021 (contre un horizon de 5 ans habituellement), reposent sur l'hypothèse que la pandémie s'estompe au 2nd semestre 2020. L'institution internationale reste très modeste vis-à-vis de ses prévisions, faisant état d'un très haut niveau d'incertitudes, reconnaissant qu'un aléa négatif prédomine. Le PIB mondial serait ainsi attendu en repli de 3,0% pour rebondir de 5,8% en 2021. En 2020, la contraction atteindrait 6,1%

Pays	Prévision croissance du PIB (%)			écart prév. précédente	
	2019	2020	2021	2020	2021
Burundi	1,8	-5,5	4,2	-6,0	3,7
Comores	1,9	-1,2	3,1	-5,4	-0,5
Djibouti	7,5	1,0	8,5	-5,0	2,5
Erythrée	3,8	0,1	5,9	-3,7	1,8
Ethiopie	9,0	3,2	4,3	-4,0	-2,8
Kenya	5,6	1,0	6,1	-5,0	0,3
Madagascar	4,8	0,4	5,0	-4,9	-0,1
Maurice	3,5	-6,8	5,9	-10,6	2,0
Rwanda	10,1	3,5	6,7	-4,6	-1,6
Seychelles	3,9	-10,8	8,0	-14,2	3,9
Somalie	2,9	-2,5	2,9	-5,7	-0,6
Soudan du Sud	11,3	4,9	3,2	-3,3	-1,8
Soudan	-2,5	-7,2	-3,0	-5,7	-2,0
Tanzanie	6,3	2,0	4,6	-3,7	-1,4
Ouganda	4,9	3,5	4,3	-2,7	-1,9

dans les économies avancées et 1% dans les économies émergentes et en développement. La Chine et l'Inde s'illustrent par des taux de croissance positifs de 1,2% et 1,9% respectivement. Le PIB d'Afrique subsaharienne accuserait une contraction de 1,6% principalement portée négativement par l'Afrique du Sud et le Nigéria. Si la plupart des économies d'Afrique de l'Est devrait conserver une croissance positive, elle basculerait néanmoins à quelques exceptions, sous le taux de croissance de la population, impliquant donc une réduction des PIB par habitant. Très impactées sur le plan touristique, Maurice et les Seychelles pourraient accuser l'impact le plus important, avec une contraction de 6,8 et 10,8% respectivement, quand le PIB du Soudan, déjà prévu en recul, plongerait à 7,2%.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ L'agence Moody's dégrade la notation souveraine en catégorie spéculative

Le 27 mars, l'agence Moody's a dégradé la notation souveraine sud-africaine de long terme à Ba1 (soit un cran sous la catégorie "investissement"), rejoignant les deux autres agences de notation qui avaient déjà placé l'Afrique du Sud en catégorie "spéculative" depuis 2017. La perspective négative de la notation est par ailleurs maintenue. Moody's justifie sa décision par la dégradation continue des finances publiques (l'agence anticipe un déficit public à 8,5% du PIB, contre 6,8% prévu dans le budget 2020-2021) ainsi que par la faiblesse structurelle de la croissance et des inquiétudes renforcées par la propagation de l'épidémie de Covid-19. Après deux révisions successives des prévisions de croissance de l'activité pour 2020 (à 0,7% puis à 0,4%), l'agence table désormais sur une contraction de 2,5% du PIB. Largement anticipée par les observateurs, l'impact sur le rand et sur les rendements des obligations souveraines a été d'autant plus modéré que la sortie de l'Afrique du Sud de l'indice des obligations souveraines de la catégorie "investissement" World Government Bond Index (WGBI) a été reportée à fin avril.

✉ clement.honorero@dgtrésor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Le PMI manufacturier pour le premier trimestre est au plus bas depuis 2009

Au premier trimestre 2020, le Purchasing Managers' Index (PMI) pour le secteur manufacturier élaboré par la banque Absa s'est établi à 45,9 points, contre 47,6 points au trimestre précédent – l'indicateur varie entre 0 et 100 points, un score inférieur à la moyenne correspondant à une contraction de l'activité. Il s'agit de la plus faible performance trimestrielle depuis 2009. Paradoxalement, l'indicateur mensuel s'est amélioré au mois de mars, passant de 44,3 points en février à 48,1 points grâce aux composantes « prix » et « utilisation des capacités de production » dont la forte augmentation en amont de la période de confinement pourrait traduire un effet transitoire. L'indicateur indique toutefois une baisse de l'activité pour le quatorzième mois consécutif. A noter, que les effets de l'épidémie de Covid-19 ne se feront sentir sur cet indicateur que dans les prochaines semaines.

✉ clement.honorero@dgtrésor.gouv.fr

▼ Botswana : L'agence Standard & Poor's dégrade la notation souveraine à BBB+

Le 28 mars, l'agence Standard & Poor's (S&P) a dégradé la notation souveraine de long-terme du pays à BBB+ – soit trois crans au-dessus de la catégorie « spéculative » – avec une perspective « stable ». L'agence justifie sa décision par les difficultés que rencontre actuellement le marché diamantaire dans le contexte de la crise, avec un risque élevé sur les comptes publics et la balance courante du pays si elles se prolongeaient. En faisant l'hypothèse que la pandémie de Covid-19 se stabilise d'ici mi-2020, l'agence prévoit que la croissance du PIB atteindra 2,6% en 2020 (contre un consensus aux alentours de 3,5% avant le déclenchement de la crise). A noter, que le cabinet d'analyse Econsult prévoit lui une contraction du PIB de 4% pour 2020.

✉ clement.honorero@dgtrésor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : La croissance revue à la baisse à 2% en 2020 en raison de l'épidémie

Le gouvernement a établi une 1ère analyse des effets du COVID-19 sur l'économie nationale. Le coût total du plan de riposte à l'épidémie est de 394,1 Mds FCFA, dont 177,2 Mds FCFA pour les mesures sanitaires et 216,87 Mds FCFA pour les mesures sociales et budgétaires. Le COVID-19 devrait entraîner une réduction du taux de croissance de +6,3% initialement prévu à +2% en 2020, avec un déficit budgétaire projeté à 5% du PIB. Face à une telle situation, une LFR est en cours d'élaboration. Les prévisions de recettes totales et dons passeraient de 2223,7 Mds FCFA à 1917,8 Mds FCFA et le taux de pression fiscale ressortirait à 16,1%, contre 18,1% en tendanciel.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Mesures prises par l'Office national de l'eau (ONEA) dans le cadre de la pandémie

Le ministre de l'Eau et de l'Assainissement a annoncé le 7 avril 2020 que plus de 6 Mds FCFA seront dégagés pour supporter les mesures annoncées par le Président dans le secteur de l'eau. Les factures d'eau seront prises en charge à hauteur de 8 m3 par ménage, pour un coût estimé à 3,3 Mds FCFA, et la gratuité de la consommation au niveau des bornes fontaines sera instaurée, pour un coût de 2,3 M FCFA. Les pénalités sur les factures de l'ONEA seront également annulées, représentant un coût de 415 M FCFA, et les factures d'eau dans 36 marchés fermés seront prises en charge, pour un coût de 50 M FCFA.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Croissance du PIB de 5,7% au 4^{ème} trimestre 2019

Au T4 2019, le PIB a augmenté de 5,7% g.a, soit 1,3 pp de moins qu'au T3 2019. La consommation finale a cru de 8% en g.a. au T4 2019 (7,3% au trimestre précédent). L'investissement a diminué de 7,6% en g.a. (-7,1% au trimestre précédent). Les exportations ont augmenté de 8,6% et les importations de 3,5%. La valeur ajoutée des secteurs ayant contribué positivement à la croissance totale du PIB est la suivante : agriculture (+2,8%, contribution de 0,1 pp), construction (+17%, 1,8 pp), commerce (+3,4%, 0,1 pp), transports (5,9%, 1,3 pp) et hébergement et restauration (+10,5%, 0,8 pp). La valeur ajoutée du secteur manufacturier a quant à elle diminué de 4,6% (contribution de 0,3 pp).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Interdiction d'augmenter les loyers en raison de l'épidémie de COVID-19

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné, a annoncé avoir proposé une série de six mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des ménages ivoiriens, en particulier leurs dépenses d'habitation. Parmi ces mesures : l'interdiction de l'augmentation des loyers pendant 3 mois, la suspension de l'expulsion des locataires et l'incitation à la concertation entre les bailleurs et les locataires.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Saisie de pots de gel hydro-alcooliques par les douanes

Les services douaniers ivoiriens ont saisi 9 764 pots de gel hydro-alcoolique (environ 2525 L) qui étaient dissimulés dans 3 camions en direction du Ghana. L'exportation de ces gels est interdite en vertu d'un arrêté pris par le ministre du Commerce et de l'Industrie le 24 mars 2020.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Le Premier ministre présente un plan de riposte de 3500 Mds face au coronavirus

Le Premier ministre a présenté le 6 avril un plan de riposte économique de plus de 295,9 M EUR contre le COVID-19 qui sévit en Guinée depuis le 12 mars. Ce plan s'articule autour de 30 mesures spécifiques, avec trois axes : (i) une composante sanitaire, doté de 111 M EUR, pour contenir et juguler l'épidémie ; (ii) une composante sociale, d'un coût global de 91,4 M EUR, qui a pour but d'atténuer les conséquences de la crise sanitaire pour les ménages, notamment ceux en situation de précarité et (iii) une composante appui au secteur privé, évaluée à 102,7 M EUR, pour mitiger les effets de l'épidémie sur les entreprises, en particulier des secteurs les plus affectés.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Libéria : Le président Weah déclare l'état d'urgence face au COVID-19

Dans une allocution prononcée le 8 avril, le Président libérien a déclaré l'état d'urgence, qui sera ainsi instauré à partir du 10 avril pour une durée de 14 jours. 4 comtés seront mis « en quarantaine », obligeant les habitants à rester confinés avec une tolérance d'une heure par jour pour les situations d'urgence ou les achats de première nécessité, dont celui qui englobe la capitale Monrovia de plus d'un million d'habitants. Les déplacements entre les 15 comtés du Libéria seront limités et les frontières fermées.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Les prix des légumes et des huiles fixés par l'Etat

Le ministère du Commerce et du Tourisme a publié une circulaire par laquelle il fixe les prix à la consommation des légumes et des huiles. Les prix ont été fixés en concertation avec les importateurs suite à la suppression des droits de douane dans le cadre des mesures prises pour limiter les effets de la crise du coronavirus sur les populations. La circulaire fixe à 38 MRU (0,93 EUR) le prix du litre d'huile, à 720 MRU (17,7 EUR) les 20 litres pour les importateurs et à 730 MRU (17,9 EUR) pour la vente en demi-gros. Les sacs d'oignons et de pommes de terre sont respectivement à 800 MRU (19,7 EUR) et 820 MRU (20,2 EUR) en demi-gros, le kilogramme est fixé dans les deux cas à 20 MRU (0,5 EUR).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Nouvelle rupture du câble sous-marin qui alimente le pays en réseau internet**

Le câble sous-marin fournissant l'accès au réseau internet mondial à la Mauritanie a de nouveau été sectionné à 27 km des côtes par un chalutier. Le 27 février 2020 le câble avait déjà été sectionné et le pays avait dû attendre le 19 mars pour que les dommages soient réparés. Les autorités ont sollicité une intervention rapide. Le bateau chargé des travaux prévoit une arrivée sur site le 15 avril. C'est la 3ème fois depuis 2018 que des bateaux de pêche endommagent le câble ACE, privant les internautes mauritaniens de haut débit. Le réseau entier est désormais dépendant d'une dorsale de fibre optique en provenance du Sénégal et fonctionne à 1/3 de ses besoins.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Le Niger reconstitue ses réserves stratégiques alimentaires pour 2,7 Mds FCFA**

Le ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé a annoncé l'attribution de deux marchés publics dans le but de reconstituer des réserves stratégiques alimentaires. Quatre entreprises ont été sélectionnées pour le compte de l'Office des produits vivriers du Niger pour un montant de plus de 2,7 Mds FCFA. Le premier marché s'élève à près de 1,7 Md FCFA et a été attribué pour l'acquisition de 6 000 tonnes de céréales aux établissements Elh Tera Saihibou, Ha Albichiri, Bine Com et BM Trans. Le second marché s'élève à 1 Md FCFA et concerne l'acquisition de 3 737 tonnes de céréales. Il a été attribué à la société Elh Tera Saihibou.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Mise en place de mesures sociales et économiques face au COVID-19**

Macky Sall a annoncé plusieurs mesures dont : (i) un appui financier de 98 M EUR au secteur de la santé ; (ii) des mesures sociales à hauteur de 152 M EUR ; et (iii) des mesures de soutien au secteur privé (1 Md EUR). La croissance économique est désormais estimée à moins de 3% en 2020 contre une prévision initiale de près de 6%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : La BSL publie les modalités de fonctionnement de sa facilité de crédit de 47,9 M EUR**

La BSL a décidé de créer une facilité de crédit spéciale de 500 Mds SLL (47,9 M EUR) pour soutenir la production, l'approvisionnement et la distribution de biens et services essentiels. A cet effet, elle a récemment publié les règles et procédures de gestion de cette facilité. Les produits éligibles sont la nourriture pour bébé, le riz, le poulet congelé, les produits pétroliers, le lait, les médicaments, la farine, les oignons, le sel, le sucre et les huiles végétales. Pour être éligibles, les entreprises doivent générer au moins 75% de leurs revenus grâce à des opérations en Sierra Leone et ne doivent pas avoir fait défaut sur leurs prêts au cours des 5 dernières années.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Le Togo met en place un revenu universel de solidarité et réajuste le prix des carburants**

Les autorités ont mis en place un programme de revenu universel de solidarité au Togo visant à soutenir tout citoyen togolais éligible ayant perdu son revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre le COVID-19. Les bénéficiaires du programme recevront mensuellement 12 500 FCFA (19 EUR) pour les femmes, 10 500 FCFA (16 EUR) pour les hommes et 20 000 FCFA (30,4 EUR) pour les conducteurs de taxis-motos. Ces mesures s'ajoutent à celles de la gratuité des tranches sociales des tarifs de l'eau et de l'électricité. Le Gouvernement a aussi décidé de réajuster le prix des carburants à la pompe de 564 FCFA à 508 FCFA par litre suite à la chute des cours du brut.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Suspensions de salaires suite à la grève dans la fonction publique**

Plus de 675 fonctionnaires, relevant en majorité des ministères en charge de l'Éducation nationale et de la Magistrature, n'ont pas perçu leur traitement fin mars 2020. La coalition de plus de 50 syndicats « en lutte contre la baisse du pouvoir d'achat et pour la suppression de l'IUTS » a dénoncé une répression « sauvage » du gouvernement à l'encontre des fonctionnaires qui avaient fait grève début mars. Selon la coalition, les dispositions de l'arrêté signé en 2013, portant modalités de la retenue pour fait de grève, n'ont pas été respectées. Par ailleurs, le 2 avril 2020, le collectif syndical a annoncé la suspension du mot d'ordre de grève pour tenir compte de la situation sanitaire difficile.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le PAA s'attend à une contraction de ses résultats en 2020**

Les activités du port autonome d'Abidjan (PAA), qui représentent 90% des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire, sont affectées par la pandémie du Covid-19. En 2020, le PAA s'attend à des résultats en baisse, après les bonnes performances enregistrées en 2019 (+7% en glissement annuel, avec un trafic record de 25,8 M tonnes). Les restrictions aux frontières décidées par plusieurs pays et les mesures imposées par l'État ivoirien pour contrer la progression du virus ralentissent les échanges commerciaux. Le directeur général du PAA n'a pour l'instant pas indiqué de chiffres précis. Selon le Premier ministre ivoirien, la croissance économique du pays devrait se situer à 3,6% en 2020, contre 7,2% prévu initialement.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Le « Oui » remporte le référendum constitutionnel et le parti au pouvoir obtient la majorité parlementaire**

La Commission électorale guinéenne a annoncé le 1^{er} avril que le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), le parti du Président Alpha Condé, avait remporté 79 sièges sur les 114 que compte l'Assemblée nationale à l'issue des élections législatives du 22 mars ; ceci en l'absence des principaux partis de l'opposition. Pour rappel, la Commission a déjà proclamé le 27 mars la victoire du « oui » à 91,6% lors d'un référendum organisé le même jour sur le projet de nouvelle Constitution proposé par le chef de l'Etat.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : La CBL prend des mesures pour atténuer l'impact économique du COVID-19**

Le 24 mars 2020, la Banque centrale du Libéria (CBL) a mis en place plusieurs mesures pour atténuer l'impact du coronavirus sur l'économie du pays. On note ainsi la suspension de tous les frais de traitement des transferts électroniques de fonds ainsi que les règles de classement et de provisionnement des créances dans les secteurs de l'aviation, de l'hôtellerie, du tourisme, de l'agriculture et du commerce transfrontalier. Les opérateurs de mobile money ont suspendu tous les frais liés aux opérations de transfert d'argent et aux transactions commerciales pour un mois tandis que la CBL a haussé de 100% les limites quotidiennes de transactions de mobile money et de 50% des limites mensuelles pour trois mois.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : Vers un financement de 15 M USD de la Banque mondiale pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 ?**

La Banque mondiale devrait fournir 15 M USD (14 M EUR) au titre du fonds d'urgence pour aider le Libéria dans sa lutte contre la pandémie COVID-19. L'annonce a été faite par le ministre libérien des Finances et de la Planification du développement, le 20 mars 2020. L'institution mettrait ainsi à disposition de façon immédiate 1,5 M USD (1,4 M EUR) au pays, tandis que les fonds restants seront débloqués dans les semaines à venir. Le Libéria a, par ailleurs, apporté une contribution d'un montant de 500 K USD (465 K EUR) sur ressources domestiques pour la lutte contre le coronavirus.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : Le gouvernement libérien et Afriland Bank signent un accord de garantie**

Le gouvernement du Libéria et Afriland Bank ont signé un accord de garantie d'une valeur de 700 K USD (651 K EUR), pour améliorer la production, la transformation et la distribution du riz afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays. L'accord, qui est une facilité de trois ans, avec un taux d'intérêt de 7%, vise stratégiquement à fournir des garanties en espèces à Afriland Bank Liberia pour des prêts aux producteurs, transformateurs et distributeurs locaux de riz. Pour rappel, le gouvernement libérien a suspendu le mois dernier les droits d'importation sur le riz. En outre, en 2018, la production locale de riz était estimée à 280 000 tonnes, alors que le pays en avait importé pour environ 341 700 tonnes.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Des élections législatives marquées par une faible participation et des violences djihadistes**

Le premier tour des élections législatives maliennes s'est tenu le 29 mars 2020 dans un contexte de progression de l'épidémie de COVID-19. L'affluence a été faible, avec un taux de participation à 35,7%. Un second tour sera nécessaire pour départager les candidats dans plus de 70% des 147 circonscriptions. Les listes dans lesquelles figurent des candidats soutenant le président Ibrahim Boubacar Keïta sont majoritairement en ballottage favorable en vue de ce second tour, prévu le 19 avril. Ces élections ont été entachées par des violences djihadistes. Pour rappel, quelques jours plus tôt, le chef de file de l'opposition et candidat Soumaïla Cissé a été enlevé par un groupe lié à Al-Qaïda.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Prévion de croissance en baisse de près de 2 points de pourcentage, à 4,1%**

En raison de la pandémie liée au COVID-19, le gouvernement craint une forte contraction du produit intérieur brut (PIB) du pays avec un taux de croissance à 4,1%, alors que les précédentes estimations du Fonds monétaire international (FMI) prévoient une croissance de 6%. Selon les prévisions du gouvernement, cette crise devrait entraîner une perte de recettes douanières et fiscales de plus de 89 Mds FCA (133,5 M EUR), soit 1,1% du PIB.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : L'Etat d'urgence dans la lutte contre le COVID-19 décrété

Les Nigériens ont entamé, le 27 mars, l'état d'urgence décrété par le Président. Cette décision est accompagnée des mesures suivantes : couvre-feu à Niamey de 19h à 6h du matin ; fermeture des marchés de la ville à partir de 17h depuis le 26 mars ; isolement sanitaire de la ville de Niamey pour une durée de 2 semaines renouvelable ; augmentation des capacités d'accueil hospitalières et de réanimation ; renforcement de la protection du personnel médical ; augmentation des capacités de confinement des cas suspects ; recrutement de 1 500 agents de santé supplémentaires. Le Président Issoufou a estimé que l'ensemble des mesures sanitaires, économiques et sociales représenterait un coût de 597 Mds FCFA (900 M EUR).

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : La croissance du PIB en 2019 revue à la baisse, à 5,2%

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), la croissance du PIB en 2019, estimée à 6,8% du PIB, ressort plutôt à 5,2%, soit une baisse de 1,6 pt de pourcentage par rapport aux prévisions et -1,2 pp par rapport à la croissance constatée en 2018. En valeur, le PIB est estimé à 13 859 Mds FCFA (21,4 Mds EUR) en 2019. Par rapport à 2018, les exportations de biens et services auraient enregistré une hausse de 15,8% et les importations de 5,5%. La consommation finale quant à elle, aurait enregistré une hausse de 4,1%, par rapport l'année précédente. La valeur ajoutée en volume des secteurs primaire, secondaire et tertiaire aurait respectivement progressé de 4,1%, 4,5% et 5,3% en 2019.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Inflation à deux chiffres en février en g.a, imputable aux secteurs de l'éducation et de la santé

En février 2020, le taux d'inflation en Sierra Leone s'est situé à 14,7% en glissement annuel (g.a), d'après l'Office national de la statistique. Ce haut niveau d'inflation est imputable principalement au renchérissement des prix des biens et services des branches « éducation » (+69,8% en g.a), « santé » (+46,21%) et « aliments et boissons non alcoolisées » (+8,3%). Sur l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à 13% par le FMI.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Nouvelles mesures prises par les autorités pour lutter contre le COVID-19

Le Président burkinabé a annoncé plusieurs mesures importantes le 22 mars, notamment l'interdiction de tout regroupement de plus de 50 personnes, des mesures restrictives concernant les restaurants et débits de boissons, l'instauration d'un couvre-feu de 19h à 5h, la fermeture des aéroports de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso aux vols commerciaux à compter du 21 mars pour 2 semaines, la fermeture des frontières terrestres (à l'exception du fret), et l'arrêt des transports en commun. Les opérations d'enrôlement biométrique et les opérations spéciales de délivrance de cartes nationales d'identité en prévision de la tenue des élections présidentielles et législatives fin 2020 ont été suspendues.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Le gouvernement prévoit une récession économique en 2020 en raison de l'impact du COVID-19 sur le secteur touristique**

Le gouvernement craint une forte contraction de son PIB, voire même une récession en 2020, alors que les précédentes estimations prévoient une croissance de 5,5%. Le tourisme sera le principal secteur touché, avec une baisse du nombre de touristes de plus de 500 000 et la perte potentielle de 18 000 emplois. Le Premier ministre prévoit une perte de revenus de 18 M CVE (162 K EUR) pour le secteur public. Le gouvernement approuvera un budget révisé d'ici le mois de juin. Standard & Poor's considère que la baisse de la croissance du PIB au Cap-Vert pourrait aller de 2,73 pp, si le tourisme ralentit de 11%, à 6,71 pp si le flux de touristes diminue de 27%.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Le gouvernement du Cap-Vert annonce des mesures de soutien aux entreprises**

Le Cap-Vert a lancé des lignes de crédit garanties par l'Etat, qui peuvent aller jusqu'à 100%, de 4 Mds CVE (36 M EUR) afin d'augmenter les liquidités des entreprises pendant la pandémie. Le Premier ministre a également annoncé le règlement immédiat par le Trésor des factures en suspens (1 Md CVE), le remboursement de la TVA, l'exonération du paiement des cotisations à l'Institut national de sécurité sociale (INPS), le paiement échelonné de la TVA et de la retenue à la source, ainsi que la suspension et la prolongation des délais d'exécution fiscale. En cas de suspension collective du travail, il a été décidé de verser 70% du salaire brut, 35% étant à la charge de l'employeur et 35% de l'INPS.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Inflation à +2,6% en février en glissement annuel**

Le niveau des prix a progressé de 2,6% en Côte d'Ivoire en février, en glissement annuel (g.a.). Cette augmentation est tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,4% en g.a.), en particulier celle du poisson (+1,3%), des légumes frais (+5,7%) et des tubercules et plantains (+8,3%). Le prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a progressé de 2,7% en g.a. A l'exception des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-0,1% en g.a.), tous les produits ont connu une légère augmentation de leur prix lors des 12 derniers mois. Pour rappel, le critère de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximal de l'inflation annuel à 3%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Le gouvernement ivoirien envisage des mesures de soutien au secteur privé**

Le Président Alassane Ouattara a déclaré, lors de son adresse à la Nation, avoir demandé au Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, une étude en concertation avec le secteur privé, sur l'impact économique et financier de ces mesures de prévention contre la COVID-19, sur les entreprises et les ménages en vue de soutenir « l'outil économique et soulager les populations ». Aussi, à l'issue d'une réunion entre le Gouvernement ivoirien et le secteur privé, un comité technique a été mis en place afin de suivre les différentes mesures prises ou à prendre en vue pour accompagner le secteur privé.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Plafonnement des prix et interdiction d'exportation des gels hydro-alcooliques**

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a fixé officiellement les prix maxima des gels hydro-alcooliques en Côte d'Ivoire. En fonction des volumes, ceux-ci varient entre 230 FCFA (0,35 EUR) et 2 400 FCFA (3,7 EUR). Aussi, en vue d'éviter une éventuelle rupture de stock des gels hydro-alcooliques, eu égard à la très forte demande sur le marché local, le ministère a émis un avis d'interdiction d'exportation de ces produits.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : Adoption d'une loi qui gèle les prix de tous les produits de base**

Le Président Adama Barrow, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la proclamation de l'état d'urgence, a adopté une loi qui gèle les prix de tous les produits de base essentiels aux prix auxquels ils étaient vendus le 18 mars 2020 : riz, maïs, millet, farine, poulet, sucre, lait, pain, œuf, viande, poisson, huile de cuisson, oignon, pâte de tomate, ciment, pomme de terre, savon et désinfectants. La thésaurisation de tout produit essentiel est interdite.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Double scrutin le 22 mars 2020**

Le double scrutin référendaire et législatif en Guinée s'est tenu le 22 mars 2020, après plusieurs reports. Selon une déclaration du ministre de la Citoyenneté et de l'unité nationale, celui-ci a été émaillé de violences, avec des actes de vandalisme, de destructions de biens publics et privés, des blessures et pertes en vie humaine. La France, au cours d'un point de presse tenu le 24 mars, a remis en cause la crédibilité de ce double scrutin, suivie depuis par des déclarations similaires de l'Allemagne et de l'UE. La COMISCA, qui a dépêché une mission d'observation en Guinée, a annoncé dans un communiqué que « les élections législatives et référendaire du 22 mars 2020 en République de Guinée ont été libres, transparentes et démocratiques ».

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Le Premier ministre demande un réajustement à la baisse du prix du carburant à la pompe

Dans un courrier adressé au ministre de l'Economie et des Finances, le Premier ministre demande à ce que le gouvernement statue sur la réduction des prix à la pompe, conformément à l'accord de 2015 portant sur la mise en place d'un mécanisme de flexibilité du prix du carburant en fonction de l'évolution du cours du pétrole sur les marchés internationaux. Cette demande fait suite à la baisse du cours du pétrole sur les marchés internationaux. Le Premier ministre prévoit dans ce cadre un délai minimum d'un mois entre l'observation de la baisse du cours susmentionnée et la réduction effective du prix à la pompe en Guinée.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : Hausse de l'indice des prix à la consommation en février

En février 2020, l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) en Guinée a enregistré une hausse de 9,3% en glissement annuel, a indiqué l'Institut National de la Statistique. Cette hausse est imputable principalement aux renchérissements des prix des biens et services des branches « Produits alimentaires, boissons et tabac » (+12%) et « Logement, eau, électricité, gaz » (+9,8%). En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 9,4% en février, conformément à l'objectif des autorités de le maintenir à un chiffre. Sur l'ensemble de l'année 2020, il devrait se situer à 8,3%, selon les projections du FMI.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Libéria : Des dépenses à la baisse dans la loi de finances rectificative

Le Président George Weah a signé, le 23 mars 2020, la loi rectificative du budget national soumise à son bureau par l'Assemblée nationale. Le nouveau budget de l'Etat s'élève à 505 M USD (459,6 M EUR), contre 526 M USD (478,7 M EUR) dans le budget initial. Pour rappel, le budget du Libéria pour la période fiscale en cours s'étend du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020. Le budget national initial avait été signé le 28 octobre 2019.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Inflation à 0,1% en g.a. en février

L'inflation du mois de février au Mali s'est établie à 0,1% en g.a.. Cette progression a été tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, en particulier celle du sel, épices, sauces et produits alimentaires (+11,3% en g.a.), des tubercules et plantains (+11,3%), et surtout celle des matières grasses (sauf huiles) (+41,5%). Les articles d'habillement et chaussures ont vu leurs prix progresser de +7,3% en g.a. Le prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles a également augmenté de +6,7%. Ces hausses ont été atténuées par la baisse des prix des biens et services relatifs à la communication (-18,8%), des loisirs et culture (-13,3%), et des biens et services relatifs à la santé (-11,2%).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : 61,5 M EUR pour lutter contre le COVID-19**

Un fonds de 2,5 Mds MRU devrait couvrir 7 mesures : i) l'acquisition des médicaments et équipements médicaux ; ii) le déblocage de 500 M MRU pour soutenir 30 000 familles dépendantes de femmes, de personnes âgées et de personnes handicapées ; iii) la prise en charge par l'Etat des taxes et droits de douane sur le blé, les huiles, le lait en poudre, les légumes et les fruits; iv) l'annulation des factures d'eau et d'électricité des familles pauvres pendant 2 mois ; v) la prise en charge du coût de l'eau dans tous les villages pour l'année ; vi) la suppression des taxes municipales pour les professions libérales; vii) l'annulation pour l'année des impôts pour le secteur de la pêche traditionnelle.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La Banque Centrale de Mauritanie prend des mesures pour contrer les effets de la crise du Covid-19**

La BCM a annoncé le 25 mars 2020 la baisse de son taux directeur de 6,5% à 5%. Le taux de la facilité de prêt a également été baissé de 9% à 6,5%. La BCM prévoit l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques commerciales pour permettre le maintien du financement de l'économie. Le Conseil de politique monétaire a décidé d'élargir pour les banques commerciales son mécanisme de refinancement, d'abaisser le taux des réserves obligatoires de 7% à 5% et le gel du dépôt en ouguiyas sur les produits de première nécessité, cela pour une durée de 2 mois. Enfin, a été décidée la mise en place d'un mécanisme de swap de devise contre ouguiyas MRU pour une période d'un mois.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Macky Sall décrète l'Etat d'urgence dans la lutte contre le coronavirus**

Les Sénégalais ont entamé, le 24 mars, l'état d'urgence décrété la veille par le président Macky Sall – une situation qu'ils n'avaient plus vécue depuis le conflit sénégal-mauritanien de 1989. Cette décision est accompagnée des mesures suivantes : confinement dans les réceptifs hôteliers de l'ensemble des 1561 personnes en contact avec la maladie ; couvre-feu sur l'étendue du territoire national de 20h à 6h du matin ; limitation, et au besoin interdiction, au transport de voyageurs de région à région ; lutte contre toute hausse induite de prix et approvisionnement régulier du pays en produits médicaux et pharmaceutiques.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Une baisse de 1,5% du taux de croissance attendue

Le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a indiqué, le 19 mars, que les premières estimations tablent sur une baisse de 1,5 pp du taux de croissance économique (sur une prévision initiale de 6,8%). Il a également annoncé la création d'un plan de contingence doté d'un budget de 64 Mds FCFA (97,5 M EUR). Ce fonds serait destiné au renforcement des capacités du pays pour faire face à la propagation de la pandémie de COVID-19 et serait essentiellement financé par le budget de l'Etat et la contribution des partenaires au développement. Aucune précision n'a pour l'instant été apportée sur son articulation avec le fonds « FORCE COVID 19 » de 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR) annoncé par le président de la République le 23 mars.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : La Banque centrale sierra léonaise adopte des mesures d'atténuation de l'impact du COVID-19

Le comité de la Banque centrale de la Sierra Leone a décidé de (i) la baisse du taux directeur de 150 points de base de 16,5% à 15%; (ii) la création d'une facilité spéciale de crédit de 500 Mds Le (47,5 M EUR) à taux d'intérêt concessionnel pour financer la production, l'approvisionnement et la distribution de biens et services essentiels, à travers le canal des banques commerciales ; (iii) la mise à disposition de ressources en devises pour assurer l'importation de produits essentiels et (iv) l'allongement de la période de constitution des réserves obligatoires des banques commerciales de 14 à 28 jours afin d'atténuer d'éventuels tensions de liquidité.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Poursuite du bras de fer entre le gouvernement et les syndicats sur l'IUTS

Les syndicats de travailleurs burkinabés sont hostiles à l'application de l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS) concernant les primes et les indemnités dans le secteur public. Ils ont ainsi décrété une grève générale du 16 au 20 mars 2020. La dernière grève générale datait de 2015, suite à la tentative de putsch du Général Diendéré. Compte tenu du contexte sanitaire, le rassemblement prévu à la bourse du travail a cependant été interdit et le mouvement se traduit par une grève de 120 heures, particulièrement suivie au ministère des Finances et par les magistrats. Les prévisions de collecte de l'IUTS sont fixées à 120 Mds FCFA en 2020, contre 114 Mds FCFA en 2019.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Prise de dispositions pour l'approvisionnement des commerces en Côte d'Ivoire

Le ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie a indiqué que les dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement régulier du marché national en produits de grande consommation et de première nécessité en Côte d'Ivoire. Selon lui, ces services ont renforcé le dispositif de suivi et de veille sur les marchés. Il a ainsi invité la population à rester attentive aux mesures décidées par le Conseil National de Sécurité et à éviter de céder à la panique en constituant, notamment, des provisions alimentaires disproportionnées.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Ouverture de la première session ordinaire du Conseil économique et social

Le Conseil économique et social a organisé sa première session ordinaire le 17 mars 2020. Celle-ci durera deux mois, jusqu'au 19 mai 2020. La mission du CES consiste à émettre des avis et des recommandations à l'exécutif et au législatif dans la mise en œuvre des réformes économiques, sociales, culturelles et environnementales. Les thèmes traités sont notamment la promotion des activités rurales et de l'environnement, les infrastructures dans le développement durable de la pêche et de l'aquaculture ou encore la compétitivité de l'économie guinéenne.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : L'USTG à l'initiative d'une grève générale et illimitée

Suite au report de la réunion de crise qui était initialement prévue le 17 mars 2020 entre le gouvernement et les 11 centrales solidaires du syndicat des enseignants et chercheurs (SLECG), l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) ainsi que les 11 centrales susmentionnées ont déclenché une grève générale et illimitée le 19 mars 2020. Le secteur bancaire devrait être le premier impacté par cette annonce. Le 20 mars, dans le quartier d'affaires de Kaloum, les banques sont restées ouvertes mais la plupart des agents étaient effectivement absents. Cette grève vise à soutenir les enseignants, qui réclament une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mauritanie : Le câble marin de fibre optique est officiellement réparé mais les perturbations persistent

Le 27 février 2020, le câble ACE (Africa Coast to Europe), principale source d'entrée du réseau internet en Mauritanie, était endommagé par un chalutier. Le bateau britannique chargé de la réparation du câble est arrivé dans les eaux mauritaniennes le 13 mars. L'équipage a annoncé avoir procédé à la réparation du câble le 16 mars, via son compte twitter, soit 19 jours après le début de l'incident. En dépit de cette annonce, les internautes mauritaniens constatent que le réseau reste largement dégradé et ce en dépit des efforts des opérateurs qui ont basculé une partie du réseau vers le Mali et le Sénégal en achetant des grandes quantités de Data.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : L'inflation des prix liée à la propagation du Covid-19 reste circonscrite**

Le ministère du Commerce et du Tourisme estime qu'il n'y a pas eu d'inflation généralisée suite à la crise du coronavirus dans le pays. Le ministère indique notamment que les prix des denrées de première nécessité au niveau du marché local sont stables, mais note en revanche une spéculation sur les prix des fournitures médicales. Afin d'encadrer les prix, le ministre du Commerce et du Tourisme a convoqué les présidents des fédérations des professionnels des pharmacies et des importateurs pour rappeler la nécessaire coopération du secteur public et privé face à cette crise. Le ministre de la Santé a émis une circulaire plafonnant le prix des gants, masques et gels hydroalcooliques.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Adoption du bilan des 9 ans de mise en œuvre du Programme de Renaissance**

Le gouvernement nigérien a examiné et adopté le bilan des 9 ans de mise en œuvre du Programme de Renaissance. Le Programme s'articule autour de huit axes : (i) promouvoir la renaissance culturelle, (ii) promouvoir la consolidation des institutions démocratiques, (iii) assurer la sécurité des personnes et des biens, (iv) garantir l'accès à l'eau potable pour tous, (v) assurer la sécurité alimentaire à travers l'Initiative 3N, (vi) développer les infrastructures économiques, (vii) développer les secteurs sociaux, et (viii) promouvoir l'emploi des jeunes. Le bilan souligne l'avancée du pays dans plusieurs domaines et l'amélioration de plusieurs indicateurs de couverture et d'accès en milieu rural.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : COVID-19, des mesures prises pour l'approvisionnement du marché de consommation**

Le ministère du Commerce et des PME a tenu une rencontre le 17 mars, afin d'étudier les moyens de renforcer les mesures de prévention et de sécurité alimentaire dans les lieux publics. Un état des lieux aurait été fait sur la situation de l'approvisionnement et des stocks pour les principaux produits et denrées de première nécessité : la quantité de riz sur le marché tournerait autour de 250 000 tonnes en stock soit une couverture de la demande pendant 2 mois ½. S'agissant du sucre, la production exclusivement locale serait équivalente à 43 000 tonnes en stock. Pour le blé, 85 000 tonnes seraient disponibles, soit une couverture d'1 mois ½ et les prévisions d'arrivée dépasseraient 70 000 tonnes.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Le Fonds national de la finance inclusive organise un atelier sur le bilan de l'année 2019 et sur ses perspectives en 2020**

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) a organisé le 13 mars 2020 à Lomé un atelier bilan 2019 et perspectives 2020. 26 prestataires de services financiers y ont pris part. Plus de 260 M FCFA (400 K EUR) de crédits ont été débloqués depuis le début de l'année. A ce jour, le FNFI compte plus de 1,3 millions de bénéficiaires enregistrés. Pour rappel, le FNFI est une initiative de la présidence togolaise qui a pour mission d'accorder des microcrédits aux populations rurales leur permettant de développer une activité génératrice de revenus.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : La SNDR 2020-2030 présentée**

La nouvelle Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR 2020-2030) a été officiellement adoptée par le Conseil des ministres du 11 mars 2020. L'objectif de cette stratégie est d'atteindre l'autosuffisance en riz d'ici 2025 pour le pays, puis de devenir exportateur à l'horizon 2030. La SNDR prévoit la réhabilitation de 64 barrages et des parcelles rizicoles sur environ 55 000 ha, pour un coût global estimé à 150 Mds FCFA (228,7 M EUR), et ainsi parvenir à une riziculture industrialisée, compétitive et respectueuse de l'environnement. La 1^{ère} SNDR a été initiée en 2012 dans le but de satisfaire la consommation nationale en riz. La production ivoirienne est passée de 984 K tonnes de riz blanchi en 2012 à 1,3 M tonnes en 2018.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : Baisse du taux directeur de la Banque centrale de 0,5 pp**

La Banque Centrale de la Gambie a annoncé (i) la baisse de 0,5 pp de son taux directeur à 12%, (ii) la hausse du taux de facilité de dépôt permanente de 0,5 pp à 3% et (iii) la baisse de la facilité de prêt de 0,5 pp à 13%. Selon les chiffres de la Banque, la croissance s'est établie à 6% en 2019 (contre 6,5% en 2018) et est projetée 6,2% en 2020. L'inflation globale a décéléré à 7,4% en janvier 2020, après s'être stabilisée à 7,7% en novembre et décembre 2019, principalement en raison de la décélération des prix des articles non alimentaires. Selon les projections de la Banque centrale, l'inflation globale devrait continuer de décélérer dans le court terme, grâce en partie à la stabilité continue du taux de change.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : Visite officielle de Umaro Embalo dans trois pays de la sous-région

Le candidat déclaré vainqueur du second tour de l'élection présidentielle de décembre 2019 par la Commission nationale des élections, Umaro Sissoco Embalo, a effectué du 10 au 13 mars 2020 une visite officielle au Sénégal, au Niger et au Nigéria, à l'invitation de leurs Présidents respectifs. Cette tournée a été l'occasion pour Umaro S. Embalo de faire une mise au point de la situation politique dans son pays et de renforcer les relations bilatérales. Par ailleurs, une mission de la CEDEAO, prévue de séjourner du 9 au 13 mars 2020 en Guinée-Bissau pour aider à la résolution de la crise politique, a été annulée, suite à la protestation du gouvernement de Nuno Nabiam, Premier ministre nommé par Umaro S. Embalo.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Maintien du taux directeur de la banque centrale à 30%

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria (CBL), lors de sa réunion du 3 mars 2020, a annoncé sa décision de maintenir le taux directeur à 30%, malgré la baisse du niveau d'inflation (25,8% en g.a. au 4ème trimestre 2019, contre 30,9% le trimestre précédent). Cette décision vise entre autres à (i) maintenir le taux de rendement positif des investissements dans les instruments financiers et maintenir la réserve de valeur de la détention de dollars libériens ; (ii) renforcer la confiance du marché ; (iii) s'adapter à l'incertitude de l'économie mondiale, liée en particulier au Covid-19.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Cinquième revue du FMI au titre de la facilité élargie de crédit

Selon le FMI, le programme économique et financier dans le cadre de la Facilité élargie de crédit est exécuté de manière satisfaisante par la Mauritanie. L'institution recommande aux autorités : d'augmenter les dépenses sociales (éducation, santé...) ; de maintenir une prudence budgétaire et monétaire pour conserver l'équilibre et de maintenir le rythme des réformes, afin d'améliorer la collecte des recettes. Le Chef de la mission a précisé que la crise du coronavirus devrait impacter l'économie mauritanienne et a assuré aux autorités un soutien du FMI en cas de crise économique majeure. Le Conseil d'administration du FMI devrait se réunir en juin 2020, avant de procéder au décaissement de 20,7 M EUR.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Baisse de 20% du tarif social de l'électricité

La Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) a annoncé la baisse de 20% du tarif social de l'électricité depuis le 1er mars 2020, conformément au programme « Priorité n°1 » du président Ghazouani. Près de 57% des abonnés, soit 173 426 clients, bénéficient de cette baisse. Le taux d'électrification dans le pays est de 42,9%, selon la Banque mondiale.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Organisation du 5ème recensement général de la population et de l'habitat 2021

L'Institut national de la statistique (INS) du Niger se prépare à réaliser le cinquième recensement général de la population et de l'habitat 2021. Dans ce cadre, un atelier regroupant les députés nationaux, les chefs traditionnels et les cadres de l'INS, a été organisé à Dosso pour élaborer le projet de document et mobiliser la population. Le Niger a réalisé quatre recensements généraux précédents en 1977, 1988, 2001 et 2012. Ce recensement couvrira l'ensemble du territoire et permettra de collecter les informations sur la composition des ménages, les principales caractéristiques démographiques de ses membres, la fécondité et la mortalité.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sierra Leone : Visite officielle du président de la BAfD

Après sa rencontre avec le Président de la Sierra Leone, au sommet de l'UA en février 2020, le président Akinwumi Adesina de la Banque Africaine de Développement (BAfD) s'est rendu, comme annoncé, dans le pays du 11 au 13 mars. La visite a été l'occasion d'approfondir les discussions sur plusieurs fronts, en particulier sur la manière dont la Banque peut aider la Sierra Leone à mettre en œuvre le Plan national de développement 2019-2023. Les discussions ont porté également sur l'initiative des Leaders africains pour la nutrition (ALN), qui œuvre pour lutter contre la malnutrition, un sujet de grande préoccupation pour le pays.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la dette publique a augmenté de 12,4% en 2019 dans un contexte de revenus pétroliers réduits

Selon le Bureau nigérian de gestion de la dette (DMO), le stock de dette publique représentait 27,40 Mds NGN au 31 décembre 2019 (env. 84,05 Mds USD au taux officiel appliqué de 307 NGN/USD), soit une hausse de 12,4% en glissement annuel. De ce stock, 79,6% est dû par l'Etat fédéral et 20,4% par les Etats fédérés. Il se partage entre 67,1% de dette domestique et 32,9% de dette externe. En 2019, un total de 1 686 Mds NGN (env. 5,49 Mds USD) a été versé au titre du remboursement des créances domestiques et 1,33 Md USD au titre de celles externes. Le FMI estime que le paiement des intérêts aura capté 60% des revenus collectés par l'Etat fédéral en 2019.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Fitch abaisse sa note du risque souverain de B+ à B-

L'agence de notation Fitch a abaissé la notation du risque souverain du Nigéria à long-terme de B+ à B- soulignant les pressions actuelles sur les réserves de change du pays suite à la baisse du prix du baril et l'impact de l'épidémie sur l'économie mondiale. Dans le budget révisé, transmis au Parlement le 8 avril, l'exécutif estime ainsi que les revenus pétroliers attendus en 2020 diminueront de 2 630 Mds NGN à 254 Mds NGN (env. 7,3 Mds à 706 M USD). Le Directeur Général de la compagnie pétrolière nationale (NNPC) a néanmoins affirmé le 6 avril dernier qu'« à l'avenir, il n'y aura plus de recours à des subventions ou à des recouvrements de quelque nature que ce soit ».

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Bourse de Lagos connaît sa pire crise depuis 2012

Le 6 avril, le *Nigerian Stock Exchange* (NSE) a enregistré sa valeur la plus basse depuis 2012 avec un indice à 20 669 pts, soit une chute de 30% depuis le début de l'année. Les valeurs dans les biens de consommation, l'aviation, les produits financiers et les hydrocarbures ont subi les plus forts reculs, à l'image de Nigerian Breweries (-62,4%), Unilever Nigeria (-52,2%) ou Skyway Aviation Handling (-48,5%). D'autres titres en revanche sortent leur épingle du jeu: c'est le cas de Cornerstone (+28,9 %) et Alico (+11,1%) dans le domaine des assurances et d'Union Diagnostic & Clinical Services (+22,7%) et May & Baker (+14%) dans la santé.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Le ministre des Finances a présenté au Parlement les conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur le budget de l'Etat

Lors d'une allocution le 30 mars, le ministre des Finances a estimé que la croissance du PIB devrait se porter à 1,5% sur l'année contre 6,8% initialement prévu, soit la plus faible progression depuis 1983. Les recettes pétrolières devraient se contracter de 5,7 Mds GHS (env. 990 M USD) et les recettes fiscales de 2 254 M GHS (env. 390 M USD). Un plan sanitaire de 572 M GHS (env. 100 M USD) et un soutien de 1 250 M GHS (env. 219 M USD) aux entreprises vont être mis en place. Le déficit budgétaire devrait s'établir à -7,8% du PIB au lieu de -4,7% prévu. Le gouvernement a proposé d'utiliser le capital des fonds pétroliers et de solliciter l'aide des bailleurs internationaux.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Standards & Poors abaisse sa note sur le risque souverain

L'agence de notation a abaissé de "B" avec perspectives négatives à "B-" avec perspectives stables la note de crédit souverain à long terme du Nigéria. La note des titres à court terme reste stable avec une note de "B". Les hypothèses de prix du pétrole brut ont été revues à la baisse, de 60 USD à 30 USD par baril en 2020 et de 55 USD à 50 USD par baril à partir de 2021, pour une remontée à 55 USD l'année suivante. La croissance du PIB en 2020 a également été revue de +2,2% à +1,5% par l'agence de notation, avec une moyenne de +2,0% en 2020-23. Le déficit budgétaire devrait se maintenir à environ 5% du PIB en 2020 et à 4,2% en moyenne en 2020-23, accentué par les mesures de réponse à l'épidémie de Covid-19.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les réserves internationales du Ghana atteignent un niveau record à 10,04 Mds USD

Le niveau record de réserves, équivalent à 4,8 mois d'importations, fait suite à la récente émission d'un Eurobond de 3 Mds USD par l'Etat. Avec la diminution des importations depuis la Chine entraînée par l'épidémie de Covid-19, l'excédent commercial ghanéen s'est accru sur les deux premiers mois de l'année pour atteindre 780 M USD contre 378,2 M USD l'année précédente. Cela a permis au cedi ghanéen de s'apprécier en février face au dollar américain (+4,5%) et à l'euro (+7,0%) sur une année glissante. Cette tendance s'est arrêtée à la fin février et le cedi a retrouvé son niveau atteint à la fin de l'année 2019. Le 27 mars il s'était déprécié de 9,1% face à l'euro et de 10,4% face au dollar américain.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : dévaluation du naira à 360 NGN/USD et maintien de la politique monétaire

La Banque centrale (CBN) a modifié le taux de change officiel de 306,5 NGN/USD à 360 NGN/USD entraînant de facto une dévaluation de la monnaie nationale de 14,7 %. Le naira s'échange dorénavant autour de 380 NGN/USD sur la fenêtre dédiée aux investisseurs et exportateurs. Par ailleurs, à l'issue de la réunion du comité de politique monétaire, il a été annoncé le maintien du taux directeur (MPR) à 13,5 %, avec une marge de fluctuation asymétrique de +200/-500 pnb, du ratio de trésorerie (CRR) à 27,5 % et du ratio de liquidité à 30 %. Le comité a justifié sa décision par le besoin de laisser le temps aux politiques de soutien à l'activité récemment annoncées de produire leurs effets.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les flux de capitaux ont progressé de 42,7% en 2019

D'après le Bureau nigérian des statistiques (NBS), les flux de capitaux à destination du Nigéria ont atteint 23,9 Mds USD en 2019, une hausse de 42,7% par rapport à l'année précédente. Ils sont composés à 68,2% d'investissements de portefeuille, à 21,1% de prêts et à 3,9% d'investissements directs étrangers. Après un maximum de 8,5 Mds USD perçus par le Nigéria au T1 2019, chaque trimestre a enregistré une baisse des flux de capitaux, pour atteindre 3,8 Mds USD au T4 2019. Le 1^{er} pays pourvoyeur de capitaux est le Royaume-Uni (11 Mds USD), suivi des Etats-Unis (4,7 Mds USD). La France se classe 10^{ème} (281 MUSD). L'Etat de Lagos a bénéficié de 73,6% de ces flux, dédiés pour 31,2 % au secteur bancaire.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque du Ghana abaisse son taux directeur de 1,5 point

Face à l'impact attendu du ralentissement de l'économie mondiale sur le Ghana, la Banque centrale (BoG) a annoncé le 18 mars 2020, à l'issu du comité de politique monétaire, la baisse simultanée de son taux directeur, de 16% à 14,5%, du niveau de réserves primaires obligatoires, de 10 à 8%, du *Capital Adequacy Ratio*, de 13% à 11,5% et de la provision obligatoire pour les prêts à risque de 10 à 5%. Les envois de fond jusqu'à 100 GHS (env. 16,6 EUR) seront également exonérés de frais bancaires. Avec une inflation de 7,8% en février 2020, la croissance du PIB ghanéen devrait atteindre 5% sur l'ensemble de l'année, en baisse de 1,8 point par rapport à ses projections de début d'année.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : révision à la baisse d'au moins 16% du Budget 2020 en réponse à la chute des cours pétroliers

Le gouvernement a annoncé une réduction du Budget 2020 d'au moins 1 500 Mds NGN (4,9 Mds USD), soit une révision de 16% minimum. En particulier, l'hypothèse d'un prix du baril de pétrole brut a été revue de 57 USD à 30 USD. Face à cette réduction anticipée des revenus, les dépenses courantes (4 880 Mds NGN, env. 16 Mds USD) et d'investissement (2 463 Mds NGN, env. 8 Mds USD) ont été amputées d'environ 25%. Le déficit budgétaire en 2020 devrait finalement dépasser les 3 000 Mds NGN (9,8 Mds USD), contre 1 847 Mds NGN (env. 6 Mds USD) anticipés. La Compagnie pétrolière nationale (NNPC) a par ailleurs annoncé diminuer le prix de l'essence à la pompe de 145 NGN à 125 NGN par litre.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale annonce une série de mesures pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et à ses effets sur l'économie

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a annoncé 6 mesures de soutien à l'activité économique, dont entre autres l'extension d'un an des échéances de remboursements pour ses facilités de crédit et la réduction de 9 % à 5 % de leur taux, ainsi que la mise en place de nouvelles facilités d'un total de 150 Mds NGN (492 M USD) pour soutenir les acteurs économiques les plus affectés par la crise. La CBN a également annoncé souhaiter débloquer 1 000 Mds NGN (env. 3,3 Mds USD) pour stimuler la production manufacturière locale et compte solliciter le secteur privé pour financer des projets d'infrastructures à hauteur de 1 500 Mds NGN (4,9 Mds USD).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Les banques commerciales requièrent des dépôts en Birrs à hauteur de 500 % pour tout emprunt en devise**

Alors que la Banque centrale maintient que la politique officielle pour emprunter des devises est de procéder à un dépôt minimal en Birrs de 30 %, des acteurs du secteur privé affirment que les banques requièrent désormais des dépôts jusqu'à cinq fois supérieurs au montant demandé en devises. Cette précondition serait destinée à faire face à la crise de liquidités des banques commerciales, alors que ces dernières avaient bénéficié de prêts de la Banque centrale (14,5 Mds ETB, soit 448 MUSD) en janvier. Ce durcissement des conditions d'emprunts intervient dans un contexte où l'Éthiopie essaie d'accroître la part du secteur privé dans l'économie via les Homegrown Economic Reforms.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Hausse de plus de 7 point de l'inflation en février 2020 en g.a.**

Le Bureau central des Statistiques (CSB) a déclaré que l'inflation a atteint 71,4 % en février en glissement annuel contre 64,3 % le mois dernier. Le CSB a attribué cette hausse significative à l'augmentation des prix des produits alimentaires.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Le FMI approuve le décaissement d'une Facilité de crédit rapide de 154 MEUR**

Le 3 avril, le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement d'un appui budgétaire au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) d'un montant de 122 MDTS soit 154 MEUR. Il vise à soutenir Madagascar dans sa réponse aux besoins urgents de balance des paiements occasionnés par la crise du Covid-19 dans un contexte de détérioration des perspectives macroéconomiques, mais de faible risque de surendettement externe. La FCR contribuera notamment à combler les besoins immédiats en financement extérieur, préserver l'espace budgétaire pour les dépenses de santé essentielles, compenser un manque à gagner significatif en termes de recettes fiscales et catalyser le soutien des autres donateurs.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Le FMI approuve le décaissement d'une Facilité de crédit rapide de 109,4 MUSD**

Le 2 avril, le conseil d'administration du FMI a approuvé le décaissement d'un appui budgétaire au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) d'un montant de 109,4 MUSD. Ce financement contribuera à atténuer les pressions liées à la pandémie du Covid-19 sur le commerce et le tourisme, impactant la balance des paiements, et ainsi contribuer aux dépenses de santé ainsi qu'au soutien envers les entreprises et ménages touchés par la crise.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : Tensions entre le ministre des Finances et le comité économique des Forces pour la liberté et le changement (FFC) sur le sujet des subventions**

Face au désaccord rendu public entre le ministre des Finances et le Comité économique des FFC sur les réformes économiques à mener, notamment sur le démantèlement des subventions, le Conseil des ministres a demandé aux deux parties de lui remettre un programme commun de recommandations pour le mercredi 8 avril. Par ailleurs, le gouvernement a confirmé la tenue entre le 2 et le 4 juin de la Conférence économique, prévue initialement fin mars et qui devrait regrouper un grand nombre d'acteurs économiques, d'experts, d'universitaires et des représentants de la société civile.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Tensions sur le prix du pain**

Après une annonce de grève de la part de l'Union des boulangeries, le gouvernement a accepté d'augmenter le poids légal du pain de 40 g à 80 g pour un prix passant de 1 SDG à 2 SDG. Cette mesure devrait permettre de réduire le prix de revient du pain et d'augmenter la marge des boulangeries. Après les hydrocarbures, l'électricité et les médicaments, le pain est le quatrième bien essentiel dont le prix est subventionné pour un montant estimé à 35 Mds de SDG, soit 15% du total des subventions, programmé dans le budget 2020. Par ailleurs, le ministère de l'Industrie et du Commerce a annoncé la création d'un nouveau mécanisme de distribution de la farine subventionnée, obligeant les minoteries à remettre leur production directement au ministère. Ce dernier sera en charge, à travers un réseau de distributeurs mandatés, de la redistribution de la farine aux boulangeries et aux différents Etats selon un système de quotas.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : La Tanzania Employers Association (ATE) demande une baisse de la pression fiscale au gouvernement**

L'ATE, association du secteur privé, a demandé au gouvernement des allègements fiscaux pour aider les entreprises à rester à flot alors que les effets économiques de la pandémie du coronavirus commencent à se faire sentir. Selon le directeur de l'ATE, Aggrey Mlimuka, l'organisation négocie avec le gouvernement pour réduire la TVA de 18 % à 16 %. L'ATE souhaite également une réduction de la retenue à la source de 33% à 20% et une baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 5%.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Le taux d'inflation atteint 22,6% en g.a. en mars 2020

D'après l'agence des statistiques éthiopienne, l'indice général des prix a progressé de 0,8 point sur le seul mois de mars, soit le niveau d'inflation le plus élevé depuis mai 2012. Cette augmentation provient essentiellement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+26,9% en g.a., +1,8 point par rapport à février), portée par l'augmentation des prix des principales céréales (teff, maïs et sorgho), impactés par l'invasion de criquets pèlerins. Le prix des produits non-alimentaires augmente quant à lui de 17,6% en g.a. mais est en recul de 0,4 point par rapport au mois précédent.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Tensions sur le prix du pain

Après une annonce de grève de la part de l'Union des boulangeries, le gouvernement a accepté d'augmenter le poids légal du pain de 40 g à 80 g pour un prix passant de 1 SDG à 2 SDG. Cette mesure devrait permettre de réduire le prix de revient du pain et d'augmenter la marge des boulangeries. Après les hydrocarbures, l'électricité et les médicaments, le pain est le quatrième bien essentiel dont le prix est subventionné pour un montant estimé à 35 Mds de SDG, soit 15% du total des subventions, programmé dans le budget 2020. Par ailleurs, le ministère de l'Industrie et du Commerce a annoncé la création d'un nouveau mécanisme de distribution de la farine subventionnée, obligeant les minoteries à remettre leur production directement au ministère. Ce dernier sera en charge, à travers un réseau de distributeurs mandatés, de la redistribution de la farine aux boulangeries et aux différents Etats selon un système de quotas.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : La Tanzania Employers Association (ATE) demande une baisse de la pression fiscale au gouvernement

L'ATE, association du secteur privé, a demandé au gouvernement des allègements fiscaux pour aider les entreprises à rester à flot alors que les effets économiques de la pandémie du coronavirus commencent à se faire sentir. Selon le directeur de l'ATE, Aggrey Mlimuka, l'organisation négocie avec le gouvernement pour réduire la TVA de 18 % à 16 %. L'ATE souhaite également une réduction de la retenue à la source de 33% à 20% et une baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 5%.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Le taux d'inflation atteint 22,6% en g.a. en mars 2020

D'après l'agence des statistiques éthiopienne, l'indice général des prix a progressé de 0,8 point sur le seul mois de mars, soit le niveau d'inflation le plus élevé depuis mai 2012. Cette augmentation provient essentiellement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+26,9% en g.a., +1,8 point par rapport à février), portée par l'augmentation des prix des principales céréales (teff, maïs et sorgho), impactés par l'invasion de criquets pèlerins. Le prix des produits non-alimentaires augmente quant à lui de 17,6% en g.a. mais est en recul de 0,4 point par rapport au mois précédent.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Introduction de nouvelles taxes à l'occasion de la présentation du plan d'action Covid19 au parlement

A la surprise générale et en dépit des annonces présidentielles du 25 mars, le Tax Laws (Amendment) Bill 2020 tel que présenté cette semaine au parlement n'intègre pas plusieurs dispositions clés de soutien à l'économie et alourdit la charge fiscale pour plusieurs secteurs. Ainsi si la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés domestiques de 30 % à 25 % n'est pas reprise dans le texte, le taux de TVA passe bien de 16 à 14% comme annoncé. Le texte prévoit par ailleurs la suppression des exemptions de TVA sur le pain, le gaz de cuisson, les engrais, les pesticides, les produits laitiers et les composants nécessaires à la fabrication de batteries automobiles ou solaires. En outre, l'exemption d'imposition sur les plus-values (5 % au Kenya) pour les transactions inférieures à 30 000 KES ou la vente de la résidence principale seraient aussi supprimées.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Signature d'un accord de construction d'un terminal dédié au Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) dans le port de Tadjourah

L'autorité des ports et zones franches de Djibouti (APZFD) a annoncé le 5 mars dernier la signature d'un accord entre le port de Tadjourah et *Unigaz Djibouti* pour la construction d'un terminal de stockage et mise en bouteille de GPL. *Unigaz Djibouti* est une société d'origine libanaise enregistrée en tant que Société de Zone Franche auprès de l'APZFD. Elle disposera d'un terrain de 10 000 m² pour la construction de ce terminal. Inauguré en 2017 et d'une capacité de 4 millions de tonnes par an, le développement du port de Tadjourah s'inscrit dans un processus de décentralisation du pays.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Financement par la BAD de 150 MUSD pour fournir de l'énergie solaire à 250 000 foyers

En accord avec son objectif d'atteindre l'accès universel à l'électricité en 2022, le gouvernement kenyan a obtenu un financement de 150 MUSD de la BAD afin d'électrifier 250 000 foyers dans 14 comtés, par la mise en place de systèmes solaires hors réseau. Il s'agit principalement de comtés dont les habitants souffrent d'un accès difficile à l'électricité. 800 établissements publics bénéficieront également de ce programme. La mise en œuvre de ce programme entre dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification incluant la réalisation de 1,9 million de connexions grâce aux solutions solaires.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 74 MUSD débloqués par la Banque Mondiale pour faire face au coronavirus et à l'invasion de criquets pèlerins**

Le 17 mars 2020, la Banque Mondiale a annoncé débloquer 60 MUSD pour renforcer la capacité du gouvernement kényan et du système hospitalier à répondre à la pandémie, le pays comptant officiellement quatre cas à ce jour. Ce financement visera à améliorer la surveillance de la propagation du virus, à mieux équiper les laboratoires, à multiplier les unités d'isolement, et à renforcer la communication auprès des citoyens. Ces fonds sont issus de la facilité financière « covid-19 » (50 MUSD) et de la composante d'urgence du projet « Transforming health systems for Universale Care » (10 MUSD). En parallèle, la Banque a également réalloué 14 MUSD du projet « Kenya Climate Smart Agriculture » pour soutenir le pays face à l'invasion des criquets pèlerins.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Signature d'un accord de prêt avec la BAD**

Le gouvernement tanzanien et la BAD ont signé le 14 mars dernier un accord de prêt de 495,6 MUSD (1,14 Tn TZS) pour le financement de trois projets dont l'aéroport international de Msalato à Dodoma. Le prêt concessionnel financera également la construction de la route Bagamoyo-Horohoro / Lungalunga-Malindi et soutiendra le programme de bonne gouvernance du gouvernement. Le financement du projet comprend un prêt de 198,6 MUSD de la BAD, 50 MUSD du Fonds pour la croissance de l'Afrique (AGTF) et 23 MUSD du Fonds africain de développement (FAD). Avec ce financement, l'engagement total de la BAD en Tanzanie s'élève à environ 2,3 Mds USD pour 24 projets.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation de 82,6 MUSD par la Banque mondiale pour soutenir l'Éthiopie dans sa lutte contre le Covid-19**

La Banque a approuvé le 2 avril un projet d'un montant de 82,6 MUSD, financé à parts égales entre subvention et prêt IDA. Le projet, d'une durée de 15 mois, va permettre de prévenir, détecter et répondre à la menace que constitue le Covid-19 et renforcer le système sanitaire éthiopien. L'Éthiopie constitue l'un des pays les plus exposés au Covid-19 en raison de ses liens avec la Chine (50 000 travailleurs Chinois dans le pays et vols quotidiens vers ce pays), du rôle de hub régional joué par l'aéroport d'Addis-Abeba et enfin de la vulnérabilité de sa population (plus d'un tiers de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, mauvaises conditions sanitaires etc.).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Allègement d'une partie de la dette extérieure par le FMI

Dans le prolongement de la facilité de crédit rapide (FCR) de 153 MEUR octroyée à Madagascar le 3 avril dernier, le conseil d'administration du FMI a approuvé le 13 avril l'activation du Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes (FFARC), en faveur de 25 pays parmi les plus pauvres. La mesure permet de couvrir pour six mois, sous forme de dons, les remboursements de la dette envers le FMI. L'objectif est de consacrer une plus grande partie de leur revenu aux soins médicaux et autres efforts d'urgences sanitaires et sociales. Madagascar a ainsi bénéficié de 3,8 MEUR.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Rejet par le parlement des nouvelles taxes proposées par le gouvernement pour l'exercice 2020/21

Les parlementaires de la commission des finances estiment que la crise économique actuelle causée par le coronavirus n'appelle pas à l'introduction de nouvelles contributions. Le ministre des Finances, Matia Kasaija, a tenu à rappeler que ces mesures de taxation additionnelles (2700 Mds UGX, soit 675 MUSD) étaient prévues bien avant que la situation ne devienne exceptionnelle. Concernant l'augmentation des taxes sur le pétrole (3,75 cents USD/litre), le Ministre précise que la décision est consécutive à la chute du cours du baril. Conformément à sa politique de mobilisation accrue des ressources domestiques, le gouvernement entend, grâce aux nouvelles mesures fiscales (taxe sur les loyers portée de 20 à 30% et appliquée à chaque propriété, taxe de 12% sur les sodas, 30% sur la bière, 0,5% sur les transactions foncières) accroître de 4% les recettes fiscales pour 2020/21.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : L'Ouganda bénéficiera d'un financement de 328 M USD de la Trade and Development Bank (TDB) pour soutenir son économie

L'annonce a été faite début avril par l'institution dans un communiqué. Les fonds visent à « *stimuler les efforts déployés pour le financement du développement et des infrastructures de l'Ouganda* », a annoncé l'institution. Ils seront accordés sous la forme d'un prêt syndiqué qui s'étalera sur sept ans. L'annonce intervient alors que la pandémie de Covid-19 a poussé de nombreux pays africains à adopter des mesures de restrictions qui pourraient à long terme mettre en péril leurs économies. De son côté, l'Ouganda craint que le ralentissement du commerce mondial impacte ses revenus en raison notamment de sa dépendance aux revenus issus des exportations de produits agricoles, tels que le café. Ce alors que les autorités ont lancé ces dernières années d'importants chantiers infrastructurels financés en grande partie par des emprunts extérieurs importants.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Réallocation du soutien budgétaire de l'Union européenne en faveur de la réponse au Covid19**

La délégation de l'Union européenne au Rwanda a annoncé le 9 avril une révision d'une partie de son plan d'aide budgétaire au Rwanda désormais dédiée à la protection sociale des groupes les plus vulnérables, affectés par les mesures de confinement prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie mondiale. Le montant prévu est de 52 MEUR et devrait être décaissé au début du mois de mai.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Prêt de 14,25 MUSD de la Banque mondiale en soutien aux mesures de lutte contre le COVID-19**

La Banque a annoncé ce prêt, dont le décaissement devrait être très rapide, le 8 avril. Il vise à soutenir le plan de réponse au COVID-19 du gouvernement, et plus spécifiquement (i) les dépistages massifs et traçage des contacts, (ii) l'identification des épïcêtres de l'épidémie et (iii) les dépistages des voyageurs aux différents points d'entrée dans le pays. Cela entre dans la réponse globale de la Banque mondiale, qui vise également à apporter de l'assistance technique et des recommandations politiques aux gouvernements qui le demanderaient.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : Contribution du PAM à l'augmentation des réserves en devises de la banque centrale**

Le ministère des Finances a signé un accord avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour le financement de l'achat de 200 000 tonnes de blé. Le Soudan réglera cet achat en SDG, ce qui lui permettra d'économiser 50 MUSD. Le PAM réutilisera les montants perçus en SDG pour fournir de l'aide aux familles vulnérables. La consommation de blé au Soudan s'élèverait à environ 3 M tonnes, dont seulement 17% produit localement. Ces 200 000 tonnes conjuguées aux 500 000 tonnes produites localement cette année (la récolte est sur le point de se terminer) permettent au Soudan de disposer de réserves pour les 3 prochains mois. Dans le même temps, le ministre des Finances a indiqué que le PAM achètera 220 000 tonnes de sorgho au Soudan, fournies à parts égales par la Banque agricole et le secteur privé. Cet achat sera également réglé en devises.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Indemnisation pour des expropriations avant un appel d'offre pour le BRT**

Le gouvernement a alloué 5,7 Mds TZS (2,3 MUSD) au titre de l'indemnisation de 77 habitants de Dar Es Salam qui devront quitter leurs propriétés pour permettre la construction de la troisième phase du projet de transport rapide par bus (BRT). La phase 3 du projet BRT comprend la construction de projets d'infrastructures sur le tronçon de 23,6 km de la route Nyere de Congo au centre-ville de Dar et une partie de la route Uhuru de Tazara à Kariakoo (quartier de Dar). Le directeur de l'agence publique de transport, M. Gatambi, a déclaré que le tracé de la phase 3 a été finalisé et que l'accord de la Banque mondiale était nécessaire avant de confier la réalisation du projet à une entreprise privée.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation par la Banque mondiale du second programme de financement d'appui aux politiques de développement (500 MUSD)**

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, via une procédure de non-objection, le second volet du programme de financement en appui aux politiques de développement (DPF2) qui entend (i) maximiser le financement pour le développement, (ii) améliorer le climat des affaires et développer le secteur financier, (iii) renforcer la transparence publique et la comptabilité nationale. Ce soutien, dont le décaissement interviendra en avril est composé à plus de 60 % de don (312 MUSD), apportera un soutien indispensable aux réserves de change de la Banque Centrale.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Dons à l'Éthiopie pour faire face au Covid-19**

Afin de contenir la propagation du Covid-19, de nombreux acteurs se sont mobilisés pour aider l'Éthiopie. Ainsi, la Fondation Jack Ma a livré 100 000 masques, 20 000 tests, 1 000 combinaisons protectives à l'Éthiopie ; l'UNICEF a remis 60 000 savons et plaquettes de prévention et USAID a annoncé le don de 1,9 MUSD pour le soutien de campagnes de prévention et la formation de personnels de santé. L'OMS, l'African Center for Disease Control et une entreprise chinoise avaient déjà fourni des tests à l'Éthiopie la semaine dernière. Depuis la confirmation du premier cas de Covid-19 le 13 mars (onze au 23 mars), l'Éthiopie a fermé les écoles, interdit les rassemblements, fermé les frontières terrestres, mis en place un numéro vert et une vaste campagne de prévention via Ethio Telecom et les médias.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Abaissement du taux directeur de 100 pdb, et révision drastique de la prévision de croissance**

Suite à la tenue du Monetary Policy Committee du 23 mars, la Central Bank of Kenya a annoncé un (i) abaissement de 100 points de base du taux directeur, passant de 8,25 % à 7,25 % et (ii) une réduction du niveau réglementaire des réserves bancaires de 5,25 % à 4,25 % du total des dépôts, mettant ainsi un supplément de liquidités de 35,2 Mds KES (332 MUSD) à la disposition du système bancaire. Cette décision s'ajoute aux mesures annoncées la semaine dernière : (i) rehaussement des plafonds maximum des transferts et la baisse des coûts de transactions mobile money/banking, et (ii) possibilité pour les emprunteurs d'obtenir un rééchelonnement de leur prêt. Elle intervient dans un contexte économique incertain induit par la pandémie en cours : la croissance est revue à la baisse pour 2020 de 6,2 % à « possiblement » 3,4 % du PIB, le shilling s'est déprécié de 5,5 % face au dollar sur un mois (atteignant 106,5 KES/USD, soit le plus haut depuis 2015) et les réserves de change ont diminué de 507 MUSD depuis le début de l'année 2020, atteignant 5,0 mois d'importation au 23 mars 2020.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Mise en place de régulations du marché de la distribution de biens essentiels**

Face aux mesures de confinement annoncées par le Gouvernement du Rwanda le 21 mars, et par crainte d'un réflexe de stockage alimentaire chez la population, le ministère du Commerce et de l'Industrie a publié une nouvelle directive pour réguler le secteur. Elle fixe les quantités maximales que chaque acheteur peut acquérir pour chaque denrée alimentaire, et oblige l'affichage des prix sur chaque produit en vente, afin d'éviter toute spéculation informelle des vendeurs. Enfin, le ministère a fixé les prix des denrées alimentaires et autres biens essentiels.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : La Banque Nationale du Rwanda (BNR) fait une série d'annonces pour limiter les effets de la pandémie mondiale sur l'économie**

La BNR a annoncé le 18 mars qu'elle s'apprêtait à injecter près de 53 MUSD dans les banques commerciales, et à réduire le taux de réserves obligatoires à 4 % (contre 5 % auparavant), afin qu'elles puissent accorder à leurs clients affectés par les mesures de prévention du Covid-19 des prêts pour une durée de deux jours à un an. Les banques commerciales ont également été appelées à faire preuve de flexibilité quant aux conditions de remboursement des prêts commerciaux. Afin de favoriser l'usage du *mobile money*, et de réduire les risques de transmission du virus, les frais des opérateurs téléphoniques et des banques sur les transferts vers ces supports ont été supprimés, et les limites de montant ont été relevées.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : Nomination d'un nouveau gouverneur à la Central Bank of Sudan

Le Premier ministre a annoncé jeudi dernier la révocation du gouverneur et du sous gouverneur de la Banque centrale, qui avaient été nommés début décembre dernier. Le nouveau gouverneur, Mohamed Elfatih Zeinelabdin, était un ancien sous gouverneur à la retraite. Quant au nouveau vice-gouverneur, Mohamed Ahmed Bushra Badawi, il a également exercé pendant plusieurs années au sein de la Banque centrale et faisait partie du « comité finance » des Forces pour la liberté et le changement (FFC). C'est la première fois que le Premier ministre, et non le Président du Conseil de Souveraineté, intervient dans ces nominations. Néanmoins, ce type de situation démontre la faible indépendance de la banque centrale, qui est censée être confortée dans la nouvelle loi sur cet organisme.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Emergence d'un déficit commercial vis-à-vis du Kenya

La Tanzanie a enregistré un excédent commercial avec tous les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est en 2018 à l'exception du Kenya, selon le rapport annuel de la Banque Centrale de Tanzanie. Il fait état d'une diminution de 26,7% des exportations de la Tanzanie vers le Kenya entre 2017 et 2018, tandis que les importations ont augmenté de 23,9% conduisant à un déficit commercial bilatéral de 35,8 MUSD contre un excédent commercial de 90,2 MUSD en 2017. La part de la Tanzanie dans le commerce intra-CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), a augmenté de 12,7% en 2019 pour atteindre 752 MUSD d'échanges annuels.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Mesures préventives et un cas de coronavirus détecté au Soudan

Le ministère de la Santé a indiqué que la capacité d'accueil de malades éventuels de coronavirus était très limitée. Un seul cas positif a été confirmé à ce jour et des cas suspects ont été mis en quarantaine. Pour sa part, le ministère des Finances a annoncé l'allocation de 45 MUSD pour les programmes de lutte contre la maladie, sans en préciser la nature. Des mesures préventives ont été mises en place, telles que la fermeture des écoles et des universités, de tous les aéroports et des points de passage frontaliers. Quant à la Conférence économique programmée fin mars et qui devait se prononcer sur la réforme des subventions, elle a été reportée *sine die*.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : L'Ouganda abaisse sa prévision de croissance pour l'année budgétaire 2019-2020 en cours**

D'après le ministère des Finances, la croissance est désormais attendue entre 5,2% et 5,7% contre 6% initialement. Cette révision, due à la pandémie de coronavirus qui affecte de nombreux pays dans le monde depuis quelques mois, reste très modeste au regard des ajustements opérés par d'autres pays. Alors que l'Ouganda vient d'enregistrer un premier cas confirmé du Covid-19 sur son territoire, le gouvernement estime que les mesures de suspension de transport et de restriction de la circulation des personnes dans le monde devraient affecter le tourisme, le commerce et l'industrie, les banques, les transferts de la diaspora et les flux d'investissements directs étrangers dans le pays.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Burkina Faso : Climat des affaires : 24 heures pour créer son entreprise

Depuis le 23 mars 2020, la Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF) met à la disposition des potentiels créateurs d'entreprises une plateforme digitale en ligne permettant d'accéder aux différents centres de facilitation et créer son entreprise en 24 heures. Des solutions de paiement mobile des frais de formalités sont également proposées. Cette plateforme contribuera à améliorer le classement Doing Business du pays (151e sur 190 dans le dernier classement 2020). Le prochain défi pour la MEBF sera la mise en place d'un guichet unique de banques pour l'ouverture du compte de dépôt de capital social de la société à créer.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Mesures de soutien aux entreprises prises par le gouvernement

En vue d'atténuer l'impact lié à la pandémie du Covid-19, le Premier ministre ivoirien, a énoncé des mesures à destination des entreprises : la suspension des contrôles fiscaux et le report du paiement des taxes forfaitaires pour 3 mois ; le report du paiement des impôts et taxes pour 3 mois ; la réduction de 25% de la patente transport ; le report pour une période de 3 mois, du paiement de l'impôt sur les revenus de capitaux pour les entreprises du tourisme et de l'hôtellerie qui éprouvent des difficultés ; l'exonération de droits de taxes et de TVA pour les équipements de santé destinés à lutter contre l'épidémie ; et la continuité des paiements sur les chantiers publics de l'Etat.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : La Gambia Revenu Authority prend des mesures pour soutenir les contribuables

La Gambia Revenu Authority (GRA) a prolongé de deux mois le délai de dépôt de la déclaration d'impôt annuelle et le paiement de l'impôt final de 2019, initialement dus pour le 31 mars 2020, ainsi que le délai de dépôt de la déclaration et le paiement de l'acompte du premier trimestre (dus initialement au 15 avril). L'autorité a également suspendu tous les contrôles des contribuables sur le terrain.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : La facturation en ligne bientôt obligatoire à Togo Terminal

Togo Terminal (TT), filiale du groupe Bolloré Transport & Logistics Togo, spécialisée dans la manutention et l'entreposage de conteneurs, est passée à la facturation en ligne de ses prestations. D'ici fin avril 2020, l'e-facturation devrait devenir obligatoire, avec un délai de 3 mois accordé à tous les clients afin de se conformer aux nouvelles procédures. Pour leur permettre de se familiariser avec la plateforme, TT offre aux opérateurs économiques la possibilité d'émettre en ligne les factures des conteneurs à l'import en mode « livraison directe sur camion ». Pour ces types de conteneurs, les règlements des factures se font dans toutes les agences Ecobank, à partir du téléphone, via Ecobank Mobile App, ou par Flooz.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Présentation des grandes réformes sur le climat des affaires devant la presse

En conférence de presse le 18 mars à Lomé, la ministre togolaise en charge de la Cellule climat des affaires (CCA) a fait le point des dernières réformes effectuées par le pays. Mise en place depuis septembre 2017 par le Président Faure Gnassingbé, la cellule a pour mission d'améliorer le climat des affaires du pays afin de favoriser la création d'entreprises et d'attirer les investisseurs internationaux. Pour rappel, le Togo a gagné quarante places dans le classement Doing Business 2020, publié en octobre 2019 par la Banque mondiale, par rapport à l'année précédente et apparaît dans la liste des dix économies mondiales les plus réformatrices de ces douze derniers mois pour la deuxième année consécutive.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Dématérialisation du processus d'obtention du permis de construire

Le gouvernement béninois a annoncé officiellement le 11 mars 2020 la mise en place d'une plateforme en ligne (permisdeconstruire.gouv.bj), en vue d'alléger le processus d'obtention du permis de construire pour les investisseurs désirant s'installer au Bénin ainsi que pour ses citoyens. Pour accompagner ce dispositif, le gouvernement a en outre adopté un décret visant à améliorer la procédure en termes de délai et de coût (suppression de la nécessité de légaliser les actes de propriété, délivrance du permis dans un délai de 14 jours pour Cotonou...). Ces initiatives devraient permettre au Bénin d'améliorer son positionnement dans le classement Doing Business (149^e dans l'édition 2020, soit un gain de 4 places).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Révision des conditions d'octroi des visas

Le Comité interministériel chargé de réexaminer les conditions d'attribution du visa d'entrée en Mauritanie a tenu sa 1^{ère} session le 10 mars 2020 et souhaite simplifier les procédures pour la promotion de l'investissement extérieur et du tourisme. Ainsi, deux sous-comités ont été créés, l'un chargé d'examiner l'action de l'Agence nationale pour le registre de la population et des titres sécurisés et l'autre, d'examiner les frais de visa et de la mise en place des conditions nécessaires à l'introduction du visa électronique. Pour l'heure, le visa d'un mois pour la Mauritanie coûte 55 EUR. Récemment, un Conseil supérieur de l'investissement a été créé et une feuille de route pour l'amélioration du climat des affaires a été adoptée.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Institution d'un nouveau prix-plancher pour la minute d'appel

La Commission nationale des télécommunications (Natcom) de la Sierra Leone a invité tous les opérateurs de téléphonie mobile du pays (Orange, Africell, Qcell et Sierratel) à mettre en application à partir du 6 mars 2020 le nouveau prix-plancher de 590 Le (0,05 EUR) sur la minute d'appel. Ce nouveau tarif est conforme à la loi de finances 2020 et tous les calculs de la taxe sur les biens et services seront effectués sur la base de cette loi. Le nouveau prix-plancher est plus faible que l'ancien qui était de 650 Le (0,06 EUR).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Appels d'offres pour la cité ministérielle et un marché de gros

La société immobilière et d'aménagement urbain (SIImAU) vient de lancer deux appels d'offres internationaux, l'un pour la construction d'une cité ministérielle à Cotonou (10 bâtiments R+5, data center...), dont la date de clôture est fixée au 10 juin 2020, et l'autre pour la construction du Pôle agroalimentaire de l'agglomération du Grand Nokoué à Abomey-Calavi (entrepôts/marchés de gros, abattoir, VRD...) avec un dépôt des offres au plus tard le 9 juin 2020. Ces opérations font partie des projets inscrits au PAG (programme d'actions du gouvernement). La SIImAU est une Société Anonyme avec conseil d'administration dont les actionnaires sont l'Etat du Bénin, la BOAD, les sociétés d'assurance et les banques de la place.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Suivi-contrôle de 3 projets routiers

Le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC), association d'utilité publique, a organisé un atelier de suivi citoyen des projets routiers le 21 février 2020. Les projets évalués concernent la RN4, l'axe Manga Zabré et l'axe Kantchari-Diapaga-Tansarga-Frontière Bénin. Le REN-LAC relève des retards importants, dont il impute la responsabilité aux entreprises attributaires et à l'Etat, et dénonce des ententes entre ces acteurs. La réponse du représentant du gouvernement fait état du choix justifié des entreprises compte tenu de la complexité des chantiers et des besoins de qualité et de célérité. Fin octobre 2019, les taux d'exécution des travaux varient de 0% à 76% alors que les délais écoulés varient de 26% à 95%.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Appui de 748 K EUR de l'UE pour renforcer la Cour des comptes

Le 11 mars 2020, la Cour des comptes a procédé au lancement d'un second « Projet de renforcement des capacités », financé par l'Union européenne à hauteur de 748 K EUR. Ce nouveau volet s'appuie sur un plan stratégique 2019-2023, incluant des actions prioritaires prévues sur deux ans. Il vise à relever quatre défis majeurs : (i) le renforcement du cadre juridique, institutionnel et organisationnel ; (ii) le renforcement du contrôle juridictionnel et non juridictionnel ; (iii) l'amélioration de la diffusion des informations et de la visibilité des actions et (iv) le renforcement des capacités opérationnelles.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Appel d'offres international pour la réalisation d'une composante du projet d'électrification YELEEN**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet YELEEN, cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne et la Banque africaine de développement (BAfD), l'AFD a lancé, le 11 mars 2020, un avis d'appel d'offres international pour la réalisation des travaux de construction clé-en-main, exploitation et maintenance pendant 2 ans, et assistance technique d'une centrale photovoltaïque (42 MW) et du Poste 90/33 kV de Ouagadougou Nord-Ouest raccordées au réseau national interconnecté. La date limite de dépôt des soumissions est fixée au 9 juin 2020 à 9h00 auprès de la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Présentation de l'initiative « Main dans la main » de la FAO à Praia**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en partenariat avec les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement ainsi que de l'Economie maritime du Cap-Vert, a présenté, le 10 mars 2020 à Praia, l'initiative « Main dans la main ». Les objectifs de l'initiative sont entre autres d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable pour éliminer la pauvreté, d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et contribuer à la réalisation de tous les objectifs de développement durable, en donnant la priorité aux pays les moins avancés. Elle a été lancée en septembre 2019 à Rome et adopte une approche axée sur les systèmes alimentaires orientés par le marché afin d'augmenter la quantité, la qualité et l'accessibilité des aliments nutritifs disponibles sur les marchés locaux, régionaux et nationaux.

✉ clau.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Signature d'une convention de prêt au profit de 3 établissements d'enseignement supérieur**

Le 10 mars, l'Agence française de développement (AFD) a accordé un appui financier d'un montant de 18,7 M EUR au bénéfice de 3 établissements d'enseignement supérieur de Côte d'Ivoire : l'Université Félix Houphouët-Boigny, l'ENSEA et l'INPHB. Cet appui s'inscrit dans le cadre du projet Centres d'excellence d'Afrique (CEA), dont l'objectif est de stimuler les capacités de formation et de recherche des centres régionaux d'excellence, susceptibles d'attirer les meilleurs étudiants, de développer la qualité de leurs formations, notamment aux niveaux Master et Doctorat et d'articuler leurs activités de recherches autour des enjeux de développement nationaux et régionaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Pose de la première pierre de la phase 4 du projet d'Azito à cycle combiné**

Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, a procédé, le 6 mars à Yopougon, à la pose de la première pierre de l'extension de la centrale thermique d'Azito (phase 4) à cycle combiné de 253 MW. D'un montant de 217 Mds FCFA, cette extension devrait rentrer en service dès 2021. Selon le ministre, la capacité de production d'électricité de la Côte d'Ivoire a augmenté de 60% depuis 2011, pour s'établir à 2 229 MW. L'objectif du gouvernement est d'atteindre une capacité de 4000 MW avec un mix énergétique constitué à 42% d'énergie renouvelables d'ici 2030. Ce projet permettra la création de 2 000 emplois directs et indirects durant la phase de construction.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Signature de l'accord de financement de la centrale « CIPREL V »**

Le groupe industriel panafricain Eranove, la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, et l'État de Côte d'Ivoire ont signé les accords de financement de 404 MEUR pour la construction d'une nouvelle centrale électrique en Côte d'Ivoire. La centrale dite « Ciprel V », portée par la société Atinkou, est située à Jacquerville à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan. Elle aura une puissance installée de 390 MW en cycle combiné. Jusqu'à 2 500 personnes seront employées localement pendant la phase de construction de la centrale Atinkou qui produira annuellement 2 875 GWh, soit l'équivalent de la consommation d'environ un million de foyers.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : Appui du FIDA pour renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique**

Le 4 mars 2020, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a annoncé son appui (un prêt de 10,6 M EUR et un don de 3,9 M EUR) au Projet relatif à la diversification de l'agriculture, l'intégration des marchés, la nutrition et la résilience face aux changements climatiques, mené en Guinée-Bissau. D'un coût global de 73 M EUR, ce projet vise à réduire la pauvreté, accroître la productivité et les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et renforcer la résilience de plusieurs petits exploitants face au changement climatique. Il favorisera également la diversification des cultures, en vue de réduire la dépendance du pays au riz et à la noix de cajou.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Financement de la BAfD pour la construction de la « route de l'unité nationale »**

La Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement du Mali ont signé, le 5 mars 2020 à Kidal, un accord de financement d'un montant de 49,2 M EUR pour la construction de la route Bourem-Kidal, longue de 285,83 km et surnommée « route de l'unité nationale ». D'un coût total de 133,1 M EUR, ce projet bénéficie également d'un appui de l'Union européenne pour 70,1 M EUR et de l'Etat malien pour un peu plus de 13,7 M EUR. Ce projet a pour objectif de contribuer au désenclavement des zones du nord du pays. Le trajet Bourem-Kidal constitue la branche malienne de la route transsaharienne, une infrastructure au centre d'enjeux économiques, sociaux, politiques et sécuritaires à l'échelle du continent.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La Banque mondiale approuve un plan d'aide au système national de filets sociaux adaptatifs**

La Banque mondiale a approuvé, le 10 mars 2020, deux dons d'un montant total de 52 M USD (subvention de 45 M USD par IDA-18 et subvention de 7 M USD par le Programme de protection sociale adaptative pour le Sahel) pour aider la Mauritanie à améliorer l'efficacité et l'efficience du système national de filets sociaux adaptatifs et élargir sa couverture aux ménages vulnérables par des transferts ciblés, notamment auprès des réfugiés et des communautés d'accueil. Ces financements permettront de soutenir l'engagement du gouvernement mauritanien à renforcer le système de filets de sécurité adaptatifs. Plus de 290 000 personnes vivant dans l'extrême pauvreté bénéficieront du programme.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Le Koweït accorde un prêt de 32,6 M USD pour la construction d'une route**

Le Fonds Koweïtien a consenti à la Mauritanie un accord de prêt pour le financement d'un projet de construction d'une route dans l'extrême sud-est du pays. Le montant du prêt s'élève à 10 M KWD, soit 29,3 M EUR. Longue de 150 kilomètres en deux tronçons, la route en question devra soutenir le développement économique et social dans les zones bénéficiaires, en facilitant notamment la circulation des personnes et des marchandises dans une partie quasi enclavée de la Mauritanie. L'accord a été signé entre le ministre de l'Economie et de l'Industrie mauritanien et le conseiller du président du Fonds Koweïtien de développement économique arabe chargé des opérations.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 12,2 M EUR injectés à Kaffrine

La région de Kaffrine va bénéficier de 12,2 M EUR dans le cadre du projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeur (PROVAL). D'un coût global de 122 M EUR, le PROVAL vise à augmenter les productions agricoles et à favoriser des emplois décents pour les jeunes et les femmes. A Kaffrine, il sera axé sur l'aménagement des bas-fonds sur une superficie de 750 ha, l'aménagement de périmètres maraîchers et la création de 35 fermes agricoles. La région bénéficierait également d'un aménagement de mares pastorales pour l'abreuvement du bétail et de la réalisation de plateformes pour la transformation des produits agricoles. Le PROVAL devrait aussi intervenir dans d'autres régions telles que Thiès, Fatick, Kolda et Ziguinchor.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les banques ghanéennes annoncent réduire de 200 pdb le taux d'intérêt de référence pour les prêts

L'Association des banquiers du Ghana (GAB) a annoncé une baisse du taux d'intérêt de référence de 200 points de base, afin d'atténuer l'impact économique du COVID-19 pour les entreprises et les particuliers. Les nouveaux prêts en cédè accordés par les banques membres devront respecter ce taux de référence, alors que les prêts en cours pourront être renégociés. Cette mesure abaisse le taux de référence calculé par la GAB à 13,12 %. La GAB a en outre annoncé un programme de soutien de 3 Mds GHS (env. 520 M USD) sous forme de prêts aux acteurs de l'industrie pharmaceutique. D'après la Banque du Ghana, le taux d'intérêt moyen des prêts était de 23,4% en février 2020.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : confinement des Etats de Lagos, Ogun et du Territoire de la capitale fédérale Abuja

Une restriction de la circulation de deux semaines a été imposée dans les Etats de Lagos, Ogun et du Territoire de la capitale fédérale du Nigéria, Abuja. Ces trois Etats représentent plus de 10% de la population totale et concentrent une part importante de l'activité économique, concentrant 45 % des revenus fiscaux au T3 2019. D'autres Etats, à l'image de celui de Kaduna, ont également annoncé mettre en place des restrictions de déplacements. Par ailleurs, l'exécutif a annoncé une nouvelle baisse du prix à la pompe de 125 NGN à 123,5 NGN par litre, après celle du 19 mars dernier. Le Président Buhari a également ordonné un moratoire de 3 mois sur les prêts émis par des organismes publics.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : 4 MUSD récupéré par le Bureau de prévention et de lutte contre la corruption (PCCB)**

Dans le cadre de la lutte contre la corruption au sein des sociétés coopératives, des banques et des établissements de crédits, le Bureau de prévention et de lutte contre la corruption (PCCB) aurait récupéré de 8,8 Mds TZS (soit 4 MUSD) en quatre mois. John Mbungu, le directeur général du PCCB, annoncera prochainement le nombre total de sociétés visées par l'enquête du gouvernement. Pour rappel, la Tanzanie est classé 96^{ème} sur 180 pays selon l'Indice de perception de la corruption 2019 de *Transparency International*.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : La Banque centrale (BoU) met en place des mécanismes de soutien pour les entreprises et banques commerciales**

Outre ses interventions sur le marché des changes pour atténuer la volatilité excessive de l'UGX liée à la crise du covid-19, la BoU annonce la mise en place d'un mécanisme de prêts d'urgence pour réduire les risques de défaut des entreprises ainsi qu'une facilité exceptionnelle en faveur des banques confrontées à des problèmes de liquidité. Par ailleurs, afin de limiter les transactions en liquides et les déplacements, la BoU souhaite accélérer le recours au mobile money. Des consultations sont organisées avec les opérateurs mobiles et les banques commerciales pour réduire les frais de transactions et augmenter les plafonds d'utilisation autorisés.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Fermeture des frontières burundaises aux camions de transport de marchandises arrivant du Rwanda**

Pour contenir la pandémie de Covid-19, les autorités burundaises ont décidé de façon unilatérale d'interdire l'accès aux camions transportant des marchandises en provenance du Rwanda. Cela cause un engorgement de la frontière du Rwanda avec son voisin, puisque les marchandises en provenance de Mombasa à destination du Burundi y transitent systématiquement. Cela va à l'encontre du principe de libre-circulation des marchandises au sein de la CAE, auquel les Etats membres avaient rappelé leur attachement pendant cette période exceptionnelle, durant une réunion virtuelle le 25 mars.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : Impact du Covid-19 sur les échanges extérieurs**

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Madani Abbas Madani, a annoncé deux mesures qui s'appliqueront à partir du 15 avril. La première est l'interdiction d'importer des véhicules de petite taille (berlines, petits véhicules tout terrain, pickups), à l'exception des véhicules en cours d'acheminement pour les six prochains mois. Cette mesure vise à limiter la croissance du nombre de véhicules importés, qui pèse sur la consommation de carburant et accentue les embouteillages. 220 000 véhicules auraient été importés au cours des 15 derniers mois, soit autant que sur les 10 dernières années. Toutefois, cette mesure prive l'Etat de recettes douanières et fiscales substantielles : les importations de véhicules sont estimées en 2019 à 145 MUSD. La seconde est l'interdiction d'exportation de sorgho, suite à une mauvaise récolte en 2019 et afin de faire face à une possible pénurie de 1 million de tonnes. Après le blé, le sorgho est la céréale la plus consommée au Soudan et est l'intrant principal pour l'industrie d'alimentation animale. En 2019, les exportations avaient atteint 182 000 tonnes pour un montant de 37 MUSD et étaient orientées notamment vers le Kenya (8,6 MUSD) et l'Arabie Saoudite (7,8 MUSD) et la Somalie (4,1 MUSD).

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : 67,8 Mds FCFA de la France en appui budgétaire sectoriel sur la période 2020-2022

Cet appui budgétaire est octroyé dans le cadre du 3ème C2D. Une partie de l'enveloppe servira au financement partiel du projet « Filets sociaux », actuellement soutenu par la Banque mondiale et le budget de l'État. Au total, 314 000 transferts monétaires sont attendus dans les deux prochaines années. Depuis l'année 2016, des ménages camerounais bénéficient de transferts monétaires dans le cadre du projet « Filets sociaux » visant à lutter contre la pauvreté chronique. Ce projet a déjà permis de toucher 52 000 ménages.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : La Chine affiche sa mobilisation pour aider le Burkina dans sa lutte contre le COVID-19

Après le don en matériel médical de l'entrepreneur Jack Ma (100 000 masques, combinaisons, masques de protection faciale et 20 000 réactifs de dépistage) arrivé le 28 mars 2020 sur le sol burkinabè, l'Ambassade chinoise a affirmé dans un communiqué vouloir renforcer sa mobilisation. Fin mars, la Chine a aidé le CHU de Tengandogo à mettre en place un système de communication à distance pour renforcer la coopération avec l'hôpital de Shandong. Elle prévoit également d'aider le gouvernement à finaliser la construction de 2 bâtiments de confinement destinés à l'accueil de malades du COVID-19. De nouveaux soutiens en matériels du gouvernement chinois sont aussi annoncés.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : La Banque mondiale soutient les réformes ivoiriennes dans le secteur de l'agroforesterie et l'énergie

La Banque mondiale et le gouvernement ivoirien ont signé, le 2 avril 2020, un accord de crédit de 200 M USD, pour soutenir les réformes visant à favoriser les investissements dans le cacao, l'agroforesterie, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et à accélérer la mobilisation de ressources domestiques et renforcer l'efficacité des programmes sociaux en faveur des populations les plus pauvres. Le Conseil des ministres ivoirien a ensuite ratifié cet accord de prêt le 8 avril. Le Gouvernement et la Banque mondiale ont collaboré avec les autorités allemandes, qui ont approuvé en décembre 2019 un financement parallèle à hauteur de 60 M EUR.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 4,4 M USD des Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le COVID-19**

Le gouvernement américain, à travers les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et l'USAID, fournira une assistance technique d'une valeur de 4,4 M USD à la Côte d'Ivoire en vue d'atténuer la propagation du COVID-19. Cet appui vise à : renforcer les mesures de prévention et de contrôle des infections dans les établissements de soins de santé ; limiter la propagation des maladies grâce à une meilleure localisation des contacts ; contribuer à une surveillance épidémiologique plus robuste, gérer et analyser des données ; renforcer les capacités diagnostiques des laboratoires ; former le personnel dans la biosûreté et la biosécurité et la gestion des cas.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : La BAfD offre une assistance technique pour le développement de mini- réseaux d'énergie verte**

La BAfD, à travers son Fonds des énergies durables pour l'Afrique, a approuvé une subvention de 830 000 USD pour soutenir l'Agence guinéenne pour l'électrification rurale, dans la mise en place de projets de mini-réseaux verts. Cette subvention permettra de financer des études de préfaisabilité techniques, économiques, financières et d'impact environnemental et social des projets. Il s'agit de projets identifiés dans le Plan d'électrification élaboré par le gouvernement en coordination avec la Banque mondiale et l'AFD, qui apportent un financement de 7 M USD. Pour rappel, 34% de la population guinéenne a accès à l'électricité.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : L'Ambassade des Etats-Unis octroie 40 M USD pour le secteur de la santé en 2020**

L'Ambassade des États-Unis au Liberia fournira 40 M USD pour le secteur de la santé, notamment destinés à soutenir la réponse du Libéria à la pandémie COVID-19. Cette somme s'inscrit dans le cadre de l'aide annuelle de l'Ambassade américaine, d'un montant total de 100 M USD. Parmi les actions mises en place : des composants essentiels aux tests de COVID-19 ont été apportés par les Etats-Unis ; les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) soutiennent le réseau RIDERS for Health, qui transporte des échantillons de laboratoire à travers le Libéria pendant la pandémie ; l'USAID est impliquée dans diverses activités de soutien aux autorités libériennes.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Octroi de 140 M USD par la Banque Mondiale au secteur éducatif**

A travers l'Association internationale de développement (IDA), la Banque Mondiale a approuvé un financement de 140 M USD (128 M EUR), dont 20 M USD sous la forme d'un prêt en faveur du Niger. Le projet *Learning Improvement for Results in Education* (LIRE) a pour objectifs l'amélioration de la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que le renforcement de la planification et de la gestion du système éducatif. Pour se faire, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) joueront un rôle important dans l'exécution du projet, qui couvrira tout le territoire national, avec un accent particulier sur les régions de Diffa, Maradi, Tahoua, Zinder et Tillabéry.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Niger : Prêt de 2,3 M EUR accordé par Proparco à ACEP Niger pour le micro-crédit**

Le Groupe AFD, à travers sa filiale privée Proparco, a accordé un prêt de 1,5 Md de FCFA (2,3 M EUR) à ACEP Niger, la deuxième institution de microfinance du Niger, créée en 2012 avec le soutien de l'AFD. Grâce à cette opération, ACEP Niger devrait délivrer des micro-prêts à plus de 35 000 petits entrepreneurs. Pour rappel, le niveau d'exclusion financière est très élevé au Niger. Seuls 16% des Nigériens ont accès à un compte bancaire (Global Findex, 2017) et 84% des microentreprises déclarent avoir des problèmes d'accès au crédit (MSME Finance Gap).

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sierra Leone : 21,1 M USD du FMI après l'achèvement la deuxième revue au titre de la facilité élargie de crédit**

Le conseil d'administration (CA) du FMI a approuvé le décaissement de 21,1 M USD en faveur de la Sierra Leone dans le cadre de la 2^{ème} revue au titre du programme FEC. Cela porte le total des décaissements au titre de l'accord à 63,4 M USD. Le 6 avril 2020, le CA du Fonds a également achevé la consultation de 2019 au titre de l'article IV. En dépit du non-respect d'un critère de performance, la revue a souligné les bons résultats du programme et s'est félicitée de l'importance accordée aux investissements dans l'éducation et la santé, dans le budget 2020. Cependant, le CA du Fonds s'inquiète des effets de l'épidémie de COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Validation de la 6ème revue du programme FMI

Le CA du FMI a validé la conclusion positive de la dernière revue du programme 2017-2019, appuyé par une facilité élargie de crédit (FEC). Le Togo a engagé le redressement de ses équilibres macroéconomiques pendant la durée du programme en ramenant son déficit budgétaire à moins de 3 % et en réduisant l'endettement de 81 % du PIB fin 2016 à 70,9% fin 2019. Pour faire face au choc de la crise sanitaire qui verra le creusement des déficits publics, le FMI a répondu favorablement à la demande togolaise d'augmenter les décaissements au titre du programme : 96,63 M DTS (131,3 M USD) qui ont ainsi été débloqués, soit 71,49 M DTS supplémentaires. Le total des décaissements au titre de l'accord est ainsi porté à 247,7 M DTS (336,4 M USD).

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Lancement de deux programmes contre la pandémie de COVID-19

Le gouvernement burkinabé vient de lancer deux programmes cliniques pour lutter contre la pandémie du Covid-19. Le premier, dénommé Chloraz, en collaboration avec le Centre Muraz de Bobo-Dioulasso et les CHU de Tengandogo (Ouagadougou) et Souro Sanon (Bobo-Dioulasso), a pour objectif d'évaluer l'efficacité et la sécurité de l'utilisation de la Chloroquine et de la combinaison Chloroquine et Azithromycine dans le traitement de l'infection au COVID-19. Le deuxième est relatif au programme API-COVID-19, essai clinique international conduit avec le Bénin, dont l'objectif est d'évaluer l'efficacité clinique et virologique d'un médicament à base de plante appelée Apivirine.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Le FMI adopte la 1ère revue du Programme soutenu par un Instrument de coordination de la politique économique

Le FMI a validé la 1^{ère} revue du Programme qui vise à soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique de développement durable du Cap-Vert. Les objectifs principaux sont : restaurer la viabilité de la dette et des finances publiques, restructurer les entreprises publiques, améliorer le cadre de politique monétaire et poursuivre l'accumulation de réserves, renforcer la stabilité du système financier et mettre en œuvre des réformes structurelles pour accélérer la croissance. Le FMI estime que la performance macroéconomique du pays a été impressionnante, avec une croissance estimée à 5,5% en 2019. Les perspectives pour 2020 sont assombries par la crise du COVID-19.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Investissement de plus de 900 M EUR pour soutenir l'économie ivoirienne**

Le Premier ministre ivoirien a détaillé un plan de soutien à l'économie visant à juguler les effets de la pandémie de coronavirus sur l'économie ivoirienne : la mise en place d'un fonds de soutien au secteur privé, pour un montant de 250 Mds FCFA (381 M EUR), dont au moins 100 milliards de FCFA pour les PME, et la mise en place de fonds de garantie ; la mise en place d'un fonds spécifique d'appui aux entreprises du secteur informel touchées par la crise, pour un montant de 100 Mds FCFA (152 M EUR) ; un soutien aux principales filières de l'économie nationale, notamment l'anacarde, le coton, l'hévéa, le palmier à huile et le cacao, le café, pour un montant de 250 Mds FCFA.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Mesures de soutien social pour atténuer l'impact du Covid-19**

Le Premier ministre ivoirien a annoncé, le 31 mars 2020, l'instauration d'un fonds de solidarité de 170 Mds FCFA (269 M EUR), en vue de soutenir les populations les plus vulnérables, dans le cadre de la crise du coronavirus. Ce fonds servira à élargir le champ des filets sociaux. En outre, d'autres dispositions ont été prises comme le report, pour l'ensemble des abonnés, des dates limites de paiement des factures d'électricité et d'eau, d'avril à juillet 2020, et de mai à août 2020 et des facilités de paiement pour soulager les couches défavorisées, soit près d'un million de foyers (40% des abonnés). Le soutien est évalué à environ 10 Mds FCFA (15 MEUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Approbation par le FMI d'un décaissement de 23,5 M USD au titre de la 4^e revue de l'accord FEC**

Le 1er avril 2020, le Fonds monétaire international (FMI) a achevé la 4e revue des performances économiques de la Guinée dans le cadre du programme soutenu par une facilité de crédit élargie (FEC). L'achèvement de cet examen a permis le décaissement immédiat d'environ 21,5 M EUR, portant ainsi le total des décaissements au titre de l'accord à 117,6 M USD (107,5 M EUR). Selon l'institution, bien que la performance du pays dans le cadre du programme reste globalement satisfaisante, la Guinée fait face à d'importants risques baissiers liés notamment à la pandémie du COVID-19. Le taux de croissance de l'économie guinéenne est estimé à 5,6% en 2019.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée : Signature d'un plan de coopération de 109 M USD entre la Guinée et le Système des Nations Unies**

La Guinée a signé, le 31 mars, un Plan de travail conjoint avec le Système des Nations Unies couvrant la période 2020-2021, pour un budget de 108,7 M USD (101,1 M EUR). Ce plan couvrira notamment les domaines suivants : gouvernance institutionnelle ; sécurité alimentaire, gestion durable de l'environnement, résilience des populations aux changements climatiques ; accès aux services sociaux de base, éducation ; emploi productif et l'entrepreneuriat.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Financement de la Banque mondiale pour l'amélioration de la délivrance des services publics essentiels**

La Mauritanie bénéficiera d'un financement de 133 M USD de la Banque mondiale pour améliorer la délivrance des services publics essentiels. La nouvelle aide est divisée en trois composantes : i) une subvention de 66 M USD de l'Association internationale de développement, visant à améliorer l'accès aux services au sud du pays et renforcer les capacités des gouvernements locaux à planifier et à gérer les services publics ; ii) une subvention de 44 M USD destinée à améliorer l'accès à des services d'eau et d'assainissement dans le sud du pays ; et iii) 23 M USD afin d'étendre le projet de soutien au système de santé mauritanien dans la région du Hodh el Chargui.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Commande d'équipements médicaux d'un montant de 5 M USD**

Le ministère de la Santé a passé une commande d'équipements médicaux pour un montant de 5 M USD. Les principales entreprises bénéficiaires des marchés attribués de gré à gré dans ce cadre sont : i) El Kheir, pour l'installation et la mise en services des équipements de réanimation et de laboratoire pour un montant de 1,4 M USD et qui dispose d'un délai de sept jours pour exécuter son contrat ; ii) Dircoma, entreprise privée établie également à Nouakchott, attributaire de deux marchés d'un montant global de 1,35 M USD ; iii) la société GLP vient en troisième position avec quatre contrats d'un montant d'environ 1 M USD.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 221 M USD du FMI en aide d'urgence au Sénégal**

Les services du Fonds monétaire international (FMI) et le Sénégal se sont entendus pour une aide d'urgence de 221 M USD afin de permettre au pays de faire face à l'impact économique de la pandémie de coronavirus. Le montant de l'aide comprend 147,6 M USD au titre de l'Instrument de financement rapide (IFR) et 73,3 USD au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) pour répondre aux besoins urgents du budget et de la balance des paiements résultant de la détérioration des conditions économiques mondiales et de la propagation du COVID-19 au Sénégal. Le Conseil d'administration du FMI devrait examiner cette requête de financement d'ici à mi-avril 2020.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Les travaux de réhabilitation de la voie Lomé – Kpalimé vont démarrer**

Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales a annoncé dans une note adressée aux préfets concernés, que les travaux de la voie Lomé-Kpalimé (123 km) devraient commencer à la mi-avril. Ces travaux, estimés à 100 Mds FCFA (150 M EUR), se résument d'une part en la construction de routes 2x3 voies sur le tronçon Todman-Zanguéra (15 km) et 2x2 voies sur le tronçon Zanguéra-Noépé (8 km) et en une chaussée de 2 voies entre Noépé et Kpalimé (91 km). D'autre part, trois bassins de rétention d'eau à Todman, Ségbé, et Adidogomé seront construits. Les travaux sont confiés à l'entreprise de BTP burkinabaise EBOMAF.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : 90 M EUR de la Banque arabe pour le développement en Afrique et du Fonds saoudien pour développer l'accès à l'électricité**

La BADEA et le FSD accordent au Bénin un financement concessionnel de 62 Mds FCFA pour un programme visant à développer l'accès durable à l'électricité de qualité pour les usages domestiques, commerciaux et industriels. Le taux d'accès à l'électricité visé est de 75% d'ici 2025 dans tout le pays (50% en milieu rural et 90 % en ville). Ce financement développera le réseau de transport pour l'alimentation en énergie électrique de la Zone franche industrielle de Semé-Kpodji et du futur aéroport de Glo-Djigbé. Il permettra également de sécuriser l'alimentation en énergie électrique des logements sociaux et de la cité administrative de Ouèdo.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : Financement de 5 M USD de la Banque mondiale pour faire face à la pandémie**

La Banque mondiale va allouer 5 M USD à l'acquisition d'équipements de test et au renforcement dans le domaine de la communication sur la pandémie.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : La Banque mondiale alloue 220 M USD en faveur du système de santé ivoirien**

L'unité de coopération des projets santé de la BM a organisé une cérémonie en faveur de la clôture du projet de renforcement du système de santé et de réponse aux urgences épidémiques ainsi que du lancement du projet d'achat stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé. Cette double cérémonie, selon la directrice des opérations de la BM pour la Côte d'Ivoire, visait à renouveler l'engagement de la Banque mondiale et du Mécanisme de financement mondial dans le secteur de la santé ivoirien, avec une enveloppe de 220 M USD pour le financement du projet d'Achat Stratégique et d'Harmonisation des Financements et des Compétences de Santé (le projet SPARK-Santé).

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : La BAfD approuve un financement de 62,4 M EUR pour l'électrification de plus de 1300 localités rurales**

La BAfD a approuvé, le 25 mars, un prêt de 62,4 M EUR à la Côte d'Ivoire destiné au financement de la 1^{ère} phase du Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité appelé « PROSER I ». La réalisation du projet, d'une durée de 4 ans, permettra le raccordement au réseau électrique de 1388 localités dont 1039 ont moins de 500 habitants. L'électrification de ces localités permettra de porter à 100% le taux de couverture nationale. Près de 797 000 habitants devraient être bénéficiaires. Il est prévu de donner accès à l'électricité à 114 000 ménages aux conditions sociales du Programme électricité pour tous (PEPT) de la Côte d'Ivoire.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : Adoption d'une Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI d'un montant de 47,1 M USD**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 23 mars, un accord pour une FEC d'un montant de 47,1 M USD. Le programme vise à aider la Gambie à mieux se préparer aux chocs extérieurs, à poursuivre une croissance élevée et inclusive, à réduire la vulnérabilité de la dette, à renforcer la gestion des finances publiques et à stimuler la mobilisation des recettes intérieures. Le Conseil d'administration autorise un premier décaissement immédiat de 6,7 M USD et ouvre la voie à un soutien financier supplémentaire de la part d'un certain nombre de donateurs. Le Fonds note que l'accord de FEC est essentiel pour aider les autorités à faire face aux défis posés par la pandémie de COVID-19.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : 2 accords de financement sur des infrastructures routières et la construction d'une centrale hydroélectrique**

Le Président a adressé 2 accords de financement au Sénat pour ratification. Le premier, d'un montant de 25 M USD, porte sur l'accord de prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international pour le projet de modernisation de la route Konia-Voinjama. Le projet de route, d'une longueur de 64 km, prévoit la modernisation de la route en terre pavée existante avec une chaussée de 7,2 mètres de large. Il comprend également la rénovation de sept ponts. Le second accord de financement, d'un montant de 6 M USD octroyé par la BAfD, porte sur le projet d'énergie renouvelable pour l'électrification du Libéria (REEL). Il permettra la construction d'une centrale hydroélectrique.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Lancement des travaux de réhabilitation d'un axe routier par l'entreprise nigérienne Morey pour un coût de 4,5 M EUR**

Le 25 mars 2020, les travaux de réhabilitation de la route Terminus-Gamkalé-Saga ont été officiellement lancés. Les travaux sont exécutés par l'entreprise nigérienne Morey et financés par l'Etat du Niger pour un coût total de 3 Mds FCFA (4,5 M EUR). Le chantier comprend le bitumage de la route et d'autres travaux connexes, comme le pavage des axes. Il devrait être exécuté en 6 mois. Il s'inscrit dans cadre du programme « Niamey Nyala », lancé par le Président Issoufou Mahamadou.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Burkina Faso : Mise en œuvre de la première phase du « back-up solaire » pour les ménages et les PME concluante**

Le ministre en charge de l'Energie a visité des ménages et entreprises bénéficiaires de la première phase du projet « Back-up solaire », le 17 mars 2020 à Ouagadougou. Le résultat est satisfaisant et a permis de réduire les factures d'énergie de manière significative. Lancé le 30 juillet 2018, ce projet a permis d'électrifier 850 bénéficiaires au lieu des 600 initialement prévus. La phase II consistera à distribuer 3 500 kits pour éclairer les zones non-loties. Par ailleurs, les modalités de paiement seront plus adaptées (transferts électroniques Orange Money et Mobicash).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Le projet aquacole de Dompleu relancé par la BAfD et la FAO

Le 11 mars à Man, la BAfD, qui avait validé le financement de ce projet en 2000 puis l'avait gelé en raison de la situation politique et militaire, a relancé le programme de renforcement des réseaux électriques du District des Montagnes, piloté par la société publique Côte d'Ivoire Énergies et mis en œuvre par la FAO. À terme, 20 000 ménages devraient ainsi bénéficier de l'électricité. La BAfD finance la composante autonomisation des femmes et des jeunes à hauteur d'1,1 M USD. Dans le cadre de cette composante, la station aquacole de Dompleu sera exploitée par une centaine de jeunes de la région. Elle produira annuellement 500 000 alevins de tilapia et 150 tonnes de poissons tilapia.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Un atelier entre les autorités maliennes et le Fida pour un nouveau programme 2020-2024

Le Mali et le Fida ont organisé, le 5 mars à Bamako, un atelier pour formuler un nouveau « Programme d'options stratégiques basé sur les résultats » pour la période 2020-2024. Cette rencontre intervient dans un contexte de sécheresse, de changements climatiques et de préoccupations sécuritaires majeures au Mali, où de nombreuses personnes sont concernées par l'insécurité alimentaire. La région du Sahel est en effet confrontée depuis plusieurs mois à la progression de groupes djihadistes dans le Nord du Mali jusqu'au Niger et au Burkina Faso, provoquant le déplacement de plus d'un million de personnes qui sont les premières touchées.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 16 M EUR de l'AFD pour la protection côtière de Saint-Louis

Le ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires et l'Ambassadeur de France au Sénégal ont procédé, le 14 mars, au lancement des travaux de construction d'un mur de 2150 m, le long de la « Langue de Barbarie », dans la région de Saint-Louis. La digue sera réalisée dans le cadre du Projet de protection côtière de Saint-Louis avec le financement de l'État du Sénégal et l'appui de l'AFD, à hauteur de 16 M EUR. Ce projet comporte 3 composantes : (i) la protection du littoral par une digue pour stopper le recul de la ligne de rivage, (ii) la communication, la sensibilisation et le suivi scientifique, et (iii) le suivi-évaluation, le pilotage et la gestion fiduciaire et audits.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 631 Mds FCFA pour assurer l'accès universel à l'électricité

Lors de son audience au Haut conseil des collectivités territoriales, le Ministre du Pétrole et des Energies a annoncé que sur 21 170 villages recensés, 4 138 auraient été électrifiés en 2018 ; sur une population rurale estimée à 8,6 millions d'habitants, seuls 4,4 millions auraient accès à l'électricité et sur les 14 régions du pays, 9 présenteraient un taux de couverture d'électricité supérieur à 60%. Selon lui, l'accès universel à l'électricité nécessiterait des investissements estimés à 631 Mds FCFA (962 MEUR).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : La Banque mondiale va prêter 100 M USD pour le plan sanitaire annoncé par le gouvernement contre le COVID-19**

Le financement consistera en une part de 65 M USD dédiée au projet *Greater Accra Resilient and Integrated Development* (GARID) de la Banque mondiale au Ghana et en une part de 35 M USD à travers le *Ghana Emergency Preparedness and Response Project* (EPRP), dans le cadre du programme de financement accéléré d'un montant de 1,9 Md USD mis en place par le groupe pour lutter contre la pandémie dans 25 pays. Le projet vise à renforcer les laboratoires ghanéens et le système de détection des cas de COVID-19. Il doit aussi participer à fournir un soutien financier aux ménages touchés par l'épidémie et à soutenir l'État dans son plan de communication relatif à l'épidémie.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : une réponse budgétaire se met en place avec l'aide des bailleurs multilatéraux**

Le gouvernement a indiqué avoir effectué une demande auprès du FMI pour une aide budgétaire générale de 3,4 Mds USD. Une demande de soutien de 2,5 Mds USD a aussi été transmise à la Banque mondiale, ainsi qu'une autre de 1 Md USD auprès de la BAfD. Le gouvernement souhaite aussi mettre en place un fonds d'intervention de 500 Mds NGN (1,39 Md USD), alimenté par des emprunts auprès des divers comptes spéciaux de l'Etat fédéral et le soutien des institutions multilatérales, visant à renforcer les infrastructures de santé du pays. La Banque mondiale a déjà débloqué 82 M USD en faveur du Nigéria dans le cadre du projet d'amélioration du système régional de surveillance des maladies (REDISSE).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le fondateur d'Ubisoft Yves Guillemot investit dans la startup franco-nigériane Kwik Delivery**

La startup Kwik Delivery a levé des fonds d'un montant non dévoilé auprès d'Yves Guillemot fondateur et PDG d'Ubisoft, éditeur et distributeur français de jeux vidéo. Lancée en juin dernier à Lagos, Kwik Delivery est une plateforme franco-nigériane de livraison B2B et B2C à moto. Cet investissement, en série A, vise à accompagner l'entreprise dans le développement de ses activités au Nigéria. Son fondateur Romain Poirot-Lellig a déclaré vouloir lever 2 M EUR supplémentaires. En pleine pandémie du Covid-19, les activités de livraison deviennent des prestataires de services essentiels pour les foyers et entreprises de Lagos.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les grandes entreprises et fortunes nigérianes s'engagent contre le Coronavirus

Le Gouverneur de la Banque centrale a évalué à 120 Mds NGN (330 M USD) les besoins de soutien de la part du secteur privé. First Bank a annoncé apporter 1 Md NGN (2,57 M USD), United Bank for Africa a promis 5 Mds NGN (12,84 M USD) à l'échelle africaine, dont 1 Md NGN pour le Nigéria et la Sterling Bank a financé un centre de dépistage mobile. Jumia a en outre prévu un don de 100 000 masques et Golden Royal a mis à disposition une structure de 600 lits à Enugu. Sept grands patrons : Mike Adenuga, Aliko Dangote, Herbert Wigwe, Femi Otedola, Abdulsamad Rabiu, Segun Agbaje et Jim Ovia ont également chacun fait don d'1 Md NGN, alors que la fondation Adenuga a fait un don de 500 M NGN à l'Etat de Lagos.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les startups nigérianes au service de la lutte contre le Covid-19

La startup de biotech 54Gene va aider le *Nigeria Center for Disease Control* à réaliser davantage de tests suite à une levée de fonds de 500 000 USD. LifeBank, plateforme logistique numérique dans le secteur médical, a créé un registre en ligne localisant les hôpitaux équipés en ventilateurs et respirateurs. La startup de réservation en ligne Hotel.ng s'est associée à des hôtels pour créer des centres d'isolement et de quarantaine. Dans le cadre du #COVID19InnovationChallenge, le fonds d'investissement Venture Platform et le *Lagos State Science and Research and Innovation Council* ont sélectionné 7 startups, qui seront accompagnées pour développer des solutions innovantes contre la propagation du virus.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : émission obligataire à 5 ans souscrite à hauteur 458,5 M GHS, pour un objectif de 1 Md GHS

L'Etat a émis 458,5 M GHS (env. 72,4 M EUR) d'obligations à 5 ans, en dessous de l'objectif fixé de 1 Md GHS (env. 157,9 M EUR). Elles ont été émises à un taux d'intérêt de 21,7%, légèrement supérieur au taux de 20,75% auquel avait été émis le 5 mars un montant de 1,07 Md GHS (env. 169,0 M EUR) d'obligations à 3 ans. Les fonds doivent servir à rembourser les dettes arrivant prochainement à échéance. Un total de 19,1 Mds GHS (env. 3,0 Mds EUR) de dette souveraine libellée en cédis doit être levé au T1 2020, afin de financer une partie du déficit budgétaire anticipé à -4,7% du PIB pour l'année. La dette publique représentait 63 % du PIB en 2019, dont 40 % libellés en devises étrangères.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Modernisation de la ligne de chemin de fer tanzano-zambienne TAZARA**

Le ministère tanzanien des travaux publics et des transports, Isack Kamwelwe, a déclaré que le gouvernement tanzanien a débloqué 10 Mds TZS (4,3 MUSD) pour soutenir l'Autorité des chemins de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA). Le financement fait partie des efforts visant à redynamiser l'entreprise. Rappelons que le chemin de fer TAZARA relie sur près de 1 860 km le port de Dar es Salam à la ville zambienne de Kapiri Mposhi, située à 200 km au nord de Lusaka. Construite par la Chine entre 1970 et 1975, la voie ferrée unique est aujourd'hui détenue et opérée à 50 % par les deux Etats africains.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burundi : Financement de l'IDA de 100 MUSD pour l'électrification rurale via des mini-grids solaires**

L'Association internationale de développement (IDA), filiale du groupe Banque Mondiale, vient d'accorder 100 MUSD au projet d'énergie solaire pour les communautés rurales au Burundi, plus connu sous le nom de « Projet Soleil ». D'une durée de 5 ans, le projet vise à l'électrification des zones rurales du pays via des systèmes solaires hors réseau. 150 sites d'accueil ont déjà été recensés à travers le pays, où moins de 10 % de la population dispose d'un accès à l'électricité. Selon l'IDA, l'ensemble des systèmes solaires hors réseau installés dans le cadre du projet permettront de produire 17 MW d'électricité, bénéficiant à 91 000 familles, à 4 000 petites entreprises et à 800 écoles et centres de santé. Le gouvernement du Burundi estime que la production de chaque kilowatt nécessitera un investissement de 2 200 USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : Maintien du prix bord champ du cacao à 825 FCFA/kg pour la campagne intermédiaire

Le prix minimum garanti bord champ de la campagne intermédiaire de commercialisation (du 1er avril au 30 septembre 2020) est maintenu à 825 FCFA le kilogramme de fèves de cacao (prix annoncé le 1er octobre 2019 pour l'année cacaoyère 2019/2020). Une chute drastique des prix des fèves est observée depuis le début de la crise sanitaire dans le monde et devrait se poursuivre. Le maintien du prix aux producteurs sera financé dans le cadre des mesures de soutiens aux filières agricoles annoncées le 31 mars 2020 par le Premier ministre ivoirien lors de la présentation du plan de soutien économique, social et humanitaire face à la pandémie de COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Prix excessif et contrefaçons de gels hydroalcooliques

La société Gandour, leader en Côte d'Ivoire dans la production des gels hydro alcooliques utilisés dans la lutte contre la pandémie du COVID-19, a dénoncé la fabrication contrefaite de ses produits. Autre problème : le prix excessif des gels, qui a quadruplé depuis le début de la pandémie. Au niveau mondial, Interpol a saisi, dans 90 pays, 14 M EUR de produits sanitaires contrefaits entre le 3 et le 10 mars 2020, dans le cadre de l'opération Pangea XIII : parmi ces saisies, on trouvait des masques contrefaits, des gels hydroalcooliques, de faux kits de détection, de faux vaccins et médicaments...

✉ caroline.rolshausen@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : La filière cacao et café s'oppose à la réforme de l'autorité libérienne de régulation des marchandises agricoles

Le président de l'Association nationale des exportateurs de cacao du Libéria (LINACEA) a annoncé son opposition au projet de loi de réforme de l'Autorité de régulation des marchandises agricoles (LACRA), qui prévoit d'accorder des droits exclusifs d'exportation de cacao et de café à la LACRA. Le Président de la LINACEA a fait valoir l'intérêt de maintenir une concurrence ouverte entre les acteurs du secteur. Pour rappel, l'actuelle loi qui régit la LACRA a été adoptée en 2016. Les fonctions de l'Autorité sont, entre autres, d'accorder des licences aux exportateurs et de servir d'organe consultatif et de règlement des litiges.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : La campagne 2020 de commercialisation de noix de cajou lancée

Le Conseil interprofessionnel de la filière anacarde du Togo a lancé, le 6 mars, la campagne 2020 de commercialisation de noix de cajou. Le prix bord champ a été fixé à 325 FCFA (0,5 EUR) le kilogramme. Le volume de noix de cajou commercialisées devrait passer de 22 000 tonnes en 2019 à 25 000 tonnes cette année, soit une progression de 13,6%. 7 000 tonnes devraient être transformées sur place, soit 28% de la production totale. A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, prévoit une production de 800 000 tonnes cette année, avec un prix bord champ fixé à 400 FCFA (0,6 EUR) le kilogramme.

✉ lucille.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : réduction de 1 Md USD des revenus du cacao pour la saison 2019/2020

Suite à la baisse des prix internationaux, les revenus issus de l'exploitation cacaoyère pour la saison de récolte 2019/2020 auraient diminué de 1 Md USD d'après le régulateur ghanéen du secteur, le COCOBOD. La tonne de cacao est passée d'un plus haut à 2 890 USD en février à 2 370 USD le 9 avril. En outre, selon le régulateur, le processus de syndication des prêts pour la saison de récolte 2020/2021, qui permet au COCOBOD d'acheter les récoltes des petits exploitants avant de les revendre sur les marchés internationaux, serait actuellement bloqué. Les ventes de cacao du Ghana ont représenté 2,25 Mds USD en 2019, soit 14,4% des exportations totales, assurant un emploi à près de 800 000 familles dans le pays.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : La faune sauvage menacée par la chute du tourisme international

Pour lutter contre la propagation du Covid19, le gouvernement kenyan a fermé l'espace aérien et la plupart des hôtels et lodges ont dû fermer faute de clientèle. Les fonds nécessaires à la protection des parcs provenant principalement du tourisme étranger, la chute de la fréquentation menace directement les revenus et les emplois des communautés locales. La criminalité liée aux espèces sauvages pourrait donc s'accroître dans les prochains mois. Les accords conclus entre les communautés pastoralistes et les zones de conservation pourraient également être remis en question faute de revenus pour les honorer. Cette situation remet en question le modèle économique de protection de la biodiversité reposant en grande partie sur le tourisme étranger.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : Mitrelli Group décroche un contrat de 160 M USD pour réaliser 95 systèmes hydrauliques

Le ministère ivoirien de l'Hydraulique et l'entreprise israélienne spécialisée dans l'adduction d'eau potable et assainissement, Mitrelli Group Limited, ont procédé, le 3 avril à Abidjan, à la signature d'un contrat pour les études et les travaux de réalisation de systèmes hydrauliques en Côte d'Ivoire. D'un coût total de 98,3 Mds FCFA, ce projet prévoit la conception et la réalisation de 95 systèmes d'hydraulique urbaine dans 95 chefs-lieux de sous-préfectures de la Côte d'Ivoire. Selon les autorités ivoiriennes, la mise en œuvre de ce projet entre dans le cadre du plan de riposte supplémentaire d'un coût de 1700 Mds FCFA, annoncé par l'Etat de Côte d'Ivoire contre le COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Hausse de 15% des exportations de caoutchouc en janvier et février 2020 par rapport à l'année précédente

La Côte d'Ivoire a exporté 158 523 tonnes de caoutchouc naturel en janvier et février 2020, selon les données provisoires communiquées par les ports du pays. Les exportations sont ainsi en hausse de 15% par rapport aux mêmes mois de 2019. Cependant, le Président de l'Association des professionnels du caoutchouc naturel a déclaré que les commandes avaient complètement cessé sur le mois de mars en raison de l'épidémie de COVID-19, les usines en Europe et en Asie étant fermées. Pour rappel, la Côte d'Ivoire, premier producteur africain de caoutchouc naturel, exporte la totalité de sa production. Les pertes pour le mois de mars s'élèveraient à 60 Mds FCFA.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Nestlé a retiré 3 700 exploitations situées en zone protégée en Côte d'Ivoire et au Ghana de sa chaîne d'approvisionnement

Nestlé a annoncé qu'elle avait cartographié, à l'aide de coordonnées GPS, 75 % des 120 000 exploitations de cacao où elle s'approvisionne directement en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'objectif de cette démarche est de retirer de la chaîne d'approvisionnement du groupe le cacao produit dans les forêts protégées d'Afrique de l'Ouest, alors que la pression des consommateurs et des gouvernements pour un cacao éthique augmente. En se basant sur cette cartographie, Nestlé a retiré 3 700 exploitations de sa chaîne d'approvisionnement. L'objectif du groupe est de produire ses confiseries à base de cacao durable à 100% d'ici 2025.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Lancement de la campagne de commercialisation de la noix de cajou**

Le ministère du Commerce a lancé la campagne de commercialisation de la noix de cajou 2020/2021 le 1er avril sur l'ensemble du territoire, avec un prix plancher qui n'a pas été communiqué, mais qui devrait avoisiner les 5000 GNF (0,48 EUR) par kilo. A titre de comparaison, en Côte d'Ivoire (premier producteur mondial avec l'Inde et le Vietnam avec près de 700 K tonnes produites par an), la campagne a été ouverte le 6 février avec un prix d'achat fixé à 400 FCFA (0,60 EUR) par kilo. Avec moins de 50 tonnes de noix de cajou produites par an, la Guinée est un producteur marginal dans la région. En raison du COVID-19, la traditionnelle cérémonie de lancement de la campagne a été annulée.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Le développement du projet de lithium Bougouni retardé en raison du COVID-19**

Kodal Minerals fait face à de nombreuses difficultés dans l'avancement de son projet de lithium Bougouni, en raison du coronavirus. Elle a suspendu toutes ses activités d'exploration sur le site pour limiter le risque de contagion et ne compte les reprendre qu'en septembre. Pour rappel, le projet Bougouni pourrait produire 1,9 M t de concentré de lithium sur une durée de vie minimale de 8,5 ans. Il nécessiterait un investissement de 117 M USD récupérables au bout de 1,7 an, avec des revenus estimés à 1,4 Mds USD. Kodal Minerals a déposé une demande de permis d'exploitation minière auprès des autorités maliennes, mais les négociations sont suspendues dans le contexte du COVID-19.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Mobilisation du secteur des mines contre le COVID-19**

Le Président de la Chambre des mines au Burkina Faso, Tidiane René Barry, a annoncé le 31 mars 2020 dans un communiqué, un ensemble de mesures mises en place pour lutter contre la pandémie, en conformité avec le plan national. Il a notamment évoqué : des mesures de confinement partiel ou total suivant la situation de chaque site minier ; la réorganisation du cycle de travail sur les sites et des mouvements des personnels des grandes villes vers les sites miniers. Par ailleurs, des discussions sont en cours pour qu'une aide financière et matérielle soit apportée par la CDM au ministère de la Santé.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Le gouvernement fixe à la baisse le prix du carburant à la pompe à 9 000 GNF/litre**

Dans un communiqué conjoint des ministres en charge des Hydrocarbures ainsi que de l'Economie et des Finances, le gouvernement guinéen a fixé à 9 000 GNF (0,89 EUR) le prix du litre du carburant à la pompe, depuis le 1er avril 2020, soit une réduction de 10 %. Cette réduction fait notamment suite à la baisse du cours international du prix du pétrole.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Vers un report de la SAMAO 2020**

Les sociétés minières du Burkina Faso considèrent qu'elles ne sont pas prêtes pour participer à la 5ème édition de la Semaine nationale des activités minières d'Afriques de l'Ouest (SAMOA), initialement prévue du 18 au 20 juin 2020, puis reportée en septembre. Elles demandent son report en 2021 et sa transformation en biennale. Cette manifestation, prévue à Ouagadougou, aura pour thème « Gouvernance du secteur minier africain : quel mécanisme pour une répartition équitable des revenus ? ».

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : La mine Sanbrado entre en service**

Le groupe australien West African Resources a annoncé le 19 mars l'entrée en production de sa mine d'or Sanbrado. La première coulée d'or a permis de livrer des lingots pesant près de 24 kg, soit 768 onces troy. Depuis l'entrée en service de l'usine de traitement la semaine passée, le projet a traité 75 000 tonnes de minerai à une teneur de 1,5 g/t d'or. Pour rappel, le Burkina Faso est le deuxième plus grand producteur d'or de l'Uemoa, derrière le Mali (59,3 tonnes extraites en 2018).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Le ministre de l'Energie annonce la réhabilitation, la construction et la mise en service de plusieurs barrages hydroélectriques en 2020**

Le ministre de l'Energie a annoncé que l'année 2020 verrait la réhabilitation des barrages hydroélectriques du système Samou, de Tinkisso, le lancement de la première turbine du barrage hydroélectrique de Souapiti (capacité totale de 450 MW, pour 4 turbines), ainsi que le lancement officiel des travaux de construction des barrages hydroélectriques de Fomi (en Haute Guinée), de Kambadaga, de Koukoutamba (300 MW – Moyenne Guinée), de Keno et Lokoua. La desserte en électricité devrait également être renforcée par la construction de la centrale thermique de Matoto ainsi que la mise en service des lignes d'interconnexion Linsan-Fomi et Guinée-Mali.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Libéria : Une mini-centrale solaire pour le centre de santé de Sinje grâce au projet *Liberia Solar for Health***

Le groupe local Eco-Power vient d'achever la mise en place de la mini-centrale solaire du centre de santé de Sinje, dans le comté de Grand Cape Mount. L'infrastructure dispose d'une capacité de 3 kW. Sa construction entre dans le cadre du projet « Liberia Solar for Health », soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et dont l'objectif est d'accroître l'accès des populations vulnérables aux services de santé. L'initiative ambitionne d'améliorer la fourniture électrique aux établissements de santé du pays tout en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. Elle sera mise en œuvre dans 12 centres de santé à travers le pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : Les compagnies pétrolières locales sollicitées pour le prochain appel d'offres de licences d'exploration**

Le régulateur libérien du secteur pétrolier (LPRA) a lancé un appel en direction des compagnies locales d'exploration afin qu'elles manifestent leur intérêt pour la pré-qualification des entreprises souhaitant participer au prochain cycle d'octroi de licences. Le round d'attribution de licences d'exploration aura lieu du 10 avril au 1er octobre 2020. Les entreprises libériennes doivent fournir les documents requis pour la manifestation d'intérêt entre le 17 mars et le 30 avril 2020. Pour rappel, le code pétrolier prévoit que les entreprises locales contrôlent un minimum de 5% dans tous les accords pétroliers signés.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Cora Gold veut accélérer l'exploration à Sanankoro**

Le groupe Cora Gold (dont le siège social se situe sur une île de l'archipel des Îles vierges britannique) a annoncé cette semaine une levée de fonds de 2,9 M GBP (3,2 M EUR) pour accélérer l'exploration et le développement de son projet aurifère Sanankoro, au Mali. Elle prévoit d'émettre 60 millions de nouvelles actions au prix unitaire de 4,75 GBP. Cette levée de fonds fait suite à une étude exploratoire prometteuse publiée en janvier dernier pour le projet. L'étude estime que Sanankoro pourrait produire annuellement plus de 45 000 onces d'or avec un taux de rendement interne de 84 % et la possibilité de générer un flux de trésorerie libre de 19 M USD par an, à un prix de l'or de 1 400 \$/oz.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Attribution de 4 nouveaux permis de recherche minière**

Le gouvernement nigérien a attribué 4 nouveaux permis de recherche pour l'or et le cuivre à la société COMEREN dans les régions de Tillabéri et d'Agadez. En contrepartie, la société s'engage à investir dans les trois ans à venir près de 10,5 M USD (9,5 M EUR).

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Renouvellement de 4 autorisations d'exploitation de gisements pétroliers**

Le gouvernement ivoirien a adopté 4 décrets prorogeant de 10 ans les autorisations exclusives d'exploitation de gisements pétroliers et gaziers pour le bloc CI-27 (gisements « Foxtrot », « Mahi », « Manta » et « Malin »). Ces mesures participent de la mise en œuvre de la stratégie initiée par le gouvernement pour assurer l'approvisionnement constant et continu en gaz naturel des nouvelles centrales thermiques CIPREL 5 et AZITO 4, en vue de garantir la suffisance de la production électrique nationale.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Ralentissement de l'exploitation pétrolière au Ghana

La société norvégienne Aker Energy a annoncé reporter ses activités sur le champ de Pecan, alors qu'un accord avait récemment été trouvé avec l'État. Elle met ainsi fin à la lettre d'intention qui la liait à la société malaisienne Yinson pour la location d'une plateforme dans le cadre de ce projet. Après avoir annoncé fin 2019 une baisse de ses prévisions de production au Ghana, de 87 000 b/j en 2019 à 70 000-80 000 b/j en 2020, la société britannique Tullow Oil a résilié le contrat se terminant en juin 2020 qui la liait à Maersk Drilling pour la location d'une plateforme de forage en eau profonde. Avec une production de 4,5 Mds USD en 2019, le secteur pétrolier représente environ 6,7% du PIB ghanéen et 28,7% des exportations.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Le canadien Sherritt annonce sa sortie du capital du projet minier Ambatovy

Dans un contexte de baisse des cours internationaux du nickel, la société minière canadienne *Sherritt* a annoncé le 10 mars sa décision de transférer sa participation de 12 % dans le projet d'Ambatovy à ses deux partenaires le japonais *Sumitomo* (actuellement 47,7 %) et le coréen *Korea Resources* (40,3 %). La transaction devrait être conclue d'ici le 30 avril dans l'attente de l'approbation de toutes les parties prenantes. Fruit du plus important investissement jamais réalisé à Madagascar (près de 8 Mds USD), l'usine d'Ambatovy a produit 33 733 tonnes de nickel et 2900 tonnes de cobalt raffiné en 2019. L'usine dispose d'une capacité annuelle de production de nickel de 60 000 tonnes et de Cobalt de 5 600 tonnes.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Signature de contrats d'achat d'électricité et de mise en œuvre révisés entre Tulu Moye Geothermal Operations (TMGO) et le gouvernement

En décembre 2017, l'entreprise TMGO, détenue majoritairement par le fonds d'investissement français *Meridiam*, avait signé avec le gouvernement et la compagnie publique d'électricité un contrat d'achat d'électricité et un accord de mise en œuvre, pour la construction d'une centrale d'une capacité de 520 MW. Le 31 mars 2020, TMGO a mis à jour ses contrats en raison du redimensionnement du projet à 150 MW (800 MUSD). Le gouvernement a également signé des contrats révisés similaires (150 MW et 800 MUSD) avec *Corbetti Geothermal Projects*, détenu par l'américain *Berkeley Energy*. Ces projets permettront au gouvernement d'augmenter la capacité électrique installée du pays tout en privilégiant les partenariats publics-privés dans le but de réduire son endettement.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Togo : La capacité togolaise de production de ciment prochainement à 7,5 M tonnes par an

Plusieurs grands groupes cimentiers présents au Togo ont annoncé une augmentation de leur capacité de production de ciment dans les prochains mois. D'autres groupes cimentiers encore non présents ont annoncé une implantation prochaine dans le pays. Le groupe Heidelberg CIMTOGO passera d'une production annuelle de 1,1 M tonnes actuellement, à 2 M tonnes avec du clinker local ; Dangote va installer une unité de broyage d'une capacité de 1,5 M tonnes ; la société burkinabaise KANAZUOE prévoit de produire 2,5 M tonnes. La capacité de production de ciment du Togo pourrait s'élever ainsi à 7,5 M tonnes, dont l'essentiel sera disponible pour le marché sous régional déjà largement saturé.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Guinée : Deux locotracteurs du chemin de fer du Projet Boffa-Boké en partance de Chine pour la Guinée

Dans le cadre du projet Boffa-Boké, le consortium SMB et son partenaire WCRG construisent une voie ferrée de 135 km reliant les gisements bauxitiques de Santou II et Houda au terminal portuaire de Dapilon. En prévision de la mise en service courant 2021 de la ligne, deux locotracteurs ont été chargés la semaine dernière en Chine sur le Winning Grace en partance pour la Guinée. Ce projet, signé entre la SMB et l'Etat de Guinée fin 2018, d'un budget initialement chiffré à 3 Mds USD, prévoit – outre la construction du chemin de fer – l'exploitation des deux gisements susmentionnés ainsi que la création d'une raffinerie en alumine.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 1 Md FCFA pour relancer la culture, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme après le COVID-19

Dans le cadre des mesures de soutien aux secteurs vitaux touchés par la pandémie, le gouvernement a créé le 6 avril un comité de suivi des modalités d'accompagnement pour la relance de la culture, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme. Ce comité, composé de 10 membres, des cadres du ministère de la Culture et du Tourisme et des représentants des faîtières des structures relevant de ces secteurs, est présidé par le conseiller technique au ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme. A l'issue de 4 jours de réunion, le comité devra proposer un plan stratégique d'accompagnement pour lequel serait déjà prévu un financement de plus de 1 Md FCFA.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Les autorités décrètent la fermeture de l'ensemble des marchés et des commerces non-alimentaires jusqu'à nouvel ordre**

Les autorités mauritaniennes ont décidé le 29 mars de fermer les commerces sur l'ensemble du territoire national à l'exception des vendeurs en détails et des commerces de produits alimentaires. Le communiqué conjoint signé par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et le ministère du Commerce et du Tourisme, indique que la décision vise à limiter la propagation des cas. Dans le même sens, les établissements publics ont réduit la présence de leur personnel. Les entreprises privées ne sont pas dans l'obligation de prendre les mêmes dispositions, mais sont tout de même invitées à suivre l'exemple.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Taux d'accès aux soins en hausse mais insuffisant pour faire face à la crise sanitaire**

Le taux d'accès aux services de soins au Niger a été amélioré de manière significative de 45,3% en 2010 à 51,35% en 2019. Selon le gouvernement, ce résultat a été rendu possible grâce notamment au renforcement des infrastructures sanitaires et à la poursuite des efforts de délivrance de services de proximité. Néanmoins, la situation sanitaire reste extrêmement précaire avec seulement 1 400 médecins sur le territoire nigérien, soit un médecin pour plus de 15 000 personnes. Le Niger fait à présent face à la crise sanitaire mondiale et compte 74 cas confirmés du COVID-19 et 5 morts. Le 27 mars, le Président a annoncé le recrutement imminent de 1 500 agents de santé.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : Un repli de 10,4% du trafic de l'AIBD**

Au 18 mars, le trafic aérien a connu une baisse de 10,4% à l'Aéroport international Blaise Diagne de Diass, a annoncé le ministre du Tourisme et des Transport aériens lors d'une rencontre de concertation avec les acteurs du secteur privé, en présence du ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Il ajoute que le gestionnaire de l'aéroport évalue la perte cumulée à 57% de l'activité aéroportuaire, compte tenu des mesures de fermeture totale dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : La Société béninoise d'infrastructures numériques bientôt 3ème opérateur mobile du pays**

La SBIN, initialement spécialisée dans la gestion des infrastructures numériques et la vente en gros de capacités data, va se lancer dans le segment des télécommunications mobiles. Cette extension du périmètre de la société publique a été autorisée par le gouvernement lors du Conseil de ministre du 18 mars 2020. Le marché béninois des télécommunications est actuellement disputé par MTN et Etisalat. Les sociétés télécoms, qui détiennent respectivement 68,55% et 31,45% de parts de marché, sont les deux seules sur le territoire national après que le gouvernement a retiré à Bell Bénin Communications SA (BBCom) et Glo Mobile leur licence télécoms.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Création du Haut Conseil des Transporteurs**

Quatre jours après sa création officielle, le HCT-BF a tenu sa 1^{ère} assemblée générale constitutive autour du thème "Le transport routier burkinabè, état des lieux, enjeux et perspectives", le 18 mars 2020. Les représentants des transporteurs routiers ont porté El Hadj Adama Ouédraogo à la tête de la nouvelle organisation. Le HCT-BF répond ainsi aux exigences du gouvernement qui avait demandé, le mois dernier, la mise sur pied dans un délai maximum de 30 jours d'une structure inclusive et représentative pour l'ensemble des transporteurs routiers du Burkina Faso. Pour rappel, une organisation similaire a déjà vu le jour à Bobo-Dioulasso le 23 février 2020, dénommée la Faïtière unique des transporteurs routiers du Burkina (FUTRB).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Adoption d'un protocole d'accord qatari-ivoirien dans le domaine de la culture

Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire a adopté un décret ratifiant un mémorandum d'entente de coopération entre les gouvernements ivoiriens et qataris dans le domaine de la culture. Il vise à favoriser le développement d'infrastructures culturelles, de programmes d'activités culturelles et l'organisation de manifestations culturelles impliquant les deux États.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Approbation de la convention de concession du terminal roulier du port autonome d'Abidjan

La concession du Terminal Roulier du Port Autonome d'Abidjan a été approuvée par le Conseil des ministres du 11 mars 2020. Bolloré, Terminal Link, Grimaldi et Movis sont les actionnaires du concessionnaire (TERRA). Cette convention s'inscrit dans la politique d'amélioration de la compétitivité du Port Autonome d'Abidjan par la modernisation de certaines infrastructures. Le terminal roulier disposera d'une capacité d'accueil de 70 000 véhicules par an.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : impacts de la crise du Covid-19 sur le secteur aérien

Le gouvernement fédéral a annoncé le 21 mars la fermeture des aéroports internationaux d'Enugu, Kano et Port-Harcourt, puis ceux de Lagos et d'Abuja depuis le 23 mars. De surcroît, les compagnies nationales Air Peace, Arik Air, Aero Contractor, Azman Air ou encore Dana Air ont annoncé la suspension de leurs opérations nationales à compter du 26 mars pour une durée minimale de 2 semaines. La *National Association of Nigerian Travel Agencies* enregistre d'ores et déjà des pertes de 66,5 M USD et de 4000 emplois. L'Association Internationale du Transport Aérien, estime quant à elle une perte totale de 2,2 millions de passagers et 434 MUSD de revenus pour le secteur au Nigeria, si le virus continue sa propagation au rythme actuel.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement souhaite mettre en place un QR code pour faciliter les transactions financières par téléphone mobile

Le Vice-Président Mahamudu Bawumia a annoncé que le Ghana souhaitait mettre en place d'ici mars ou avril prochain un QR code pour faciliter les paiements par téléphone mobile. Son objectif est de permettre aux clients et aux commerçants qui ne disposent pas de compte bancaire mobile de payer ou d'être payés par le compte bancaire mobile de leur interlocuteur directement depuis ou vers leur compte bancaire. D'après la Banque mondiale, le marché des services bancaires par téléphone mobile au Ghana connaît la croissance la plus forte d'Afrique avec 223,2 Mds GHS (env. 37,4 Mds EUR) échangés par mobile en 2018.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le gouvernement impose 70% de contenu local dans les médias audiovisuels**

Le ministère de l'Information et de la Culture a annoncé que le contenu local devra dorénavant représenter 70% des programmes télévisuels et radiophoniques au Nigéria. Cette mesure s'inscrit dans la volonté de réforme du secteur audiovisuel. Par ailleurs, un prêt annoncé de 500 MUSD devrait être accordé par la Chine courant 2020, afin d'asseoir ces réformes et moderniser les infrastructures de radio et de télévision du pays. Pour rappel, d'après un rapport du cabinet PwC, les revenus générés par l'industrie des médias et divertissements ont atteint 4,5 Mds USD en 2018 et devraient croître annuellement de près de 20% pour atteindre 10,8 Mds USD en 2023.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : La Banque centrale autorise les acteurs non bancaires à mener des activités de e-paiement**

Depuis le 1er avril, les entreprises éthiopiennes, ou appartenant à la communauté diaspora, autres que les banques sont autorisées à rendre des prestations de service de paiement dématérialisées. Ces entreprises devront obtenir une licence qui leur permettra de procéder à l'intermédiation de paiement de factures, d'alimenter un compte virtuel, de réceptionner des fonds venant de l'étranger etc. Le projet de la déclaration prévoyait l'ouverture du secteur aux investisseurs étrangers à hauteur de 49 %.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Des ballons dans le ciel pour maintenir l'accès à Internet**

Dans le contexte de la pandémie au Covid-19 et afin d'éviter toute surcharge des réseaux, le gouvernement kenyan a autorisé en urgence le déploiement de 3 ballons 4G de la société Loon, filiale d'Alphabet, société mère de Google. Ce nouveau système vise notamment à i) soutenir les services des institutions de l'État mobilisées dans la lutte contre la pandémie, ii) renforcer les communications entre les hôpitaux publics des grandes villes et les petites cliniques plus reculées et iii) permettre aux étudiants d'accéder à des contenus éducatifs en ligne. Semblables à une montgolfière et aussi larges qu'un court de tennis, les ballons sont envoyés à 20 kms du sol, dans la couche stratosphérique. Totalement autonomes, ils sont alimentés par des panneaux solaires et sont dotés d'une intelligence artificielle pour se diriger en fonction des vents. Le Kenya est le premier pays du continent africain à adopter ce système.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Le secteur du tourisme est très impacté par la fermeture des frontières**

En 2019, le secteur touristique a généré 1,6 Mds USD de revenus (soit 8,8 % du PIB) et représentait 1,1 million d'emplois. Ce secteur est la seconde source de devises du pays après les transferts de la diaspora. Sur les 2,5 millions de visiteurs étrangers en 2019, plus de 75 % sont arrivés par voie aérienne, illustrant la vulnérabilité du secteur à la suspension des vols internationaux. A fin mars 2020, le taux d'occupation des hôtels sur la côte était inférieur à 10 % contre environ 30 % à la même période en 2018 et 2019. Certains opérateurs signalent des annulations à plus de 90 % allant jusqu'à septembre 2020.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : 42 % de la population ougandaise, soit environ 19 millions de personnes, est désormais connectée à Internet**

Selon un rapport de la société de commerce en ligne Jumia, la pénétration d'Internet en Ouganda a atteint 42% en 2019. Cette évolution a été stimulée par la pénétration des téléphones mobiles (dont les prix ont baissé de 50% entre 2014 et 2019) comptant aujourd'hui 20 millions d'utilisateurs. Cependant, le rapport met en exergue une baisse de 15% des utilisateurs de médias sociaux consécutive à l'introduction, en 2018, de la taxe sur les réseaux sociaux. Les médias sociaux comptent 2,5 millions d'utilisateurs, soit 5,6% de la population, faible par rapport à l'utilisation moyenne de 17% dans divers pays du continent. Les applications les plus utilisées sont WhatsApp (98%), Facebook (92%) et Twitter (62%). Les transactions par Mobile Money ont représenté 5% à 6% des transactions.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Suspension de 39 liaisons aériennes et pertes de 190 MUSD pour Ethiopian Airlines**

Alors qu'Ethiopian Airlines avait maintenu les vols vers la Chine en février, la compagnie a annoncé le 20 mars la suspension de 39 liaisons aériennes ainsi que 190 MUSD de pertes en lien direct avec l'épidémie de Covid-19. Le faible taux de remplissage des vols découlant de la fermeture d'un certain nombre de frontières pourrait mener la compagnie à rencontrer de réelles difficultés de trésorerie, notamment en devises.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : La Cameroon telecommunications (Camtel) obtient trois nouvelles concessions

Les trois concessions sont relatives à : (i) l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques mobiles, lié aux technologies d'accès 2G, 3G et 4G, (ii) l'établissement et l'exploitation d'un réseau électronique de communications électroniques fixes et (iii) l'établissement et l'exploitation d'un réseau de transport de communications électroniques. L'entreprise publique, opérateur historique du secteur des télécoms, devient donc le 4^{ème} opérateur du mobile au Cameroun après MTN, Orange et Nexttel.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun-Tchad : Exxon-Mobil et Petronas en passe de céder leurs actifs sur le pipeline Tchad-Cameroun

Le japonais Osaka Matsui Management, spécialisée dans la gestion d'actifs et le conseil en investissements, travaillerait à la vente des actifs des firmes pétrolières Exxon-Mobil et Petronas, sur le pipeline Tchad-Cameroun. Pour mémoire, Petronas détient 35% du pipeline et Exxon-Mobil 40%. La construction de cet infrastructure longue de 1 000 km et officiellement mis en service en 2003 pour conduire le pétrole tchadien jusqu'au terminal de Kome à Kribi (Cameroun) a coûté 2 300 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Rachat de la société française SES par le groupe ivoirien Plastica

Le groupe Plastica, leader ouest-africain de la plasturgie, s'est vu attribué par un arrêt de la Cour d'appel de RIOM (France) la reprise des actifs de la société SES, spécialiste français de l'emballage médical. Le fabricant de sacs et d'emballages plastiques installé à Saint-Pal-de-Mons (Haute-Loire) était en redressement judiciaire depuis septembre 2019. Pour redresser les comptes de SES renommé Plastica France, Abbas Braddredine (Actionnaire majoritaire et DG) prévoit de développer les exportations au niveau européen, mais aussi vers l'Afrique. Le repreneur a annoncé par ailleurs vouloir investir 15 M EUR pour bâtir un nouveau site de production.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Fermeture des brasseries Banjul Breweries

L'unique brasserie du pays, Branjul Breweries, filiale du groupe français Castel qui produisait de la bière (60%) et des boissons non alcoolisées (40%), a fermé ses portes fin mars. Ses 150 salariés ont été licenciés. Cette fermeture intervient alors que la taxe sur l'alcool a été augmentée par le gouvernement de 10% à 75% pour l'année 2019.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : La société Arise a procédé à un don de matériel important au profit de l'Etat pour la lutte contre la pandémie**

La société Arise basée au Gabon, copropriétaire de la société Arise Mauritania avec le groupe français Meridiam, a affrété un avion-cargo chargé de 14 palettes de matériel médical en faveur de l'Etat mauritanien pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Le don a été réceptionné par les autorités le 4 avril et comprend : 2 millions de masques chirurgicaux, 15 000 masques FFP2, 23 000 combinaisons d'isolement, 3 000 pistolets thermomètre, 5 caméras thermique, 26 000 bouteilles d'assainissement.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Obtention de la licence 4G par la société de télécoms Zamani (ex-Orange Niger)**

L'Etat a octroyé une licence 4G à la société Zamani Com (rachetée en 2019 par deux entrepreneurs nigérien et malien) pour un montant de 18 M EUR (12 Mds FCFA) sur une période de 15 ans. Zamani devient ainsi le deuxième opérateur au Niger après Airtel à s'offrir la 4G dans le pays. L'entreprise a également investi près de 47 M EUR (28,4 Mds FCFA) pour le renouvellement des licences 2G et 3 G et pour l'exploitation de réseaux et services de télécommunications mobiles ouverts au public au Niger. Pour rappel, le groupe français Orange avait vendu les parts du capital d'Orange Niger à la société Zamani Com en novembre 2019.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Togo : L'usine de transformation du maïs Sitrapat démarre ses activités**

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique a annoncé dans une note datée du 25 mars 2020 que la Société industrielle de transformation des produits agricoles tropicaux (Sitrapat), spécialisée dans la transformation de maïs, avait démarré ses activités de production. L'entreprise togolaise a pour objectif de produire 50 tonnes par jour de produits issus du maïs. L'installation de l'unité industrielle a nécessité un investissement de 3 Mds FCFA. Sitrapat achète l'ensemble de ses matières premières auprès des agriculteurs locaux. Il est prévu que la société aide les producteurs à disposer de bonnes semences afin qu'ils puissent augmenter leur rendement.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Dons du secteur privé pour lutter contre le Covid-19**

Les dons du secteur privé ivoirien affluent pour soutenir la lutte contre le Covid-19. Le groupe Arise Ports and Logistics a fait un don en matériels sanitaires de 1,5 M EUR. Le principal brasseur du pays, Solibra, a fait don au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP) et à la Croix Rouge de 3 000 bouteilles d'eau chacun. Le MSHP a également reçu du carburant des sociétés pétrolières Total Côte d'Ivoire (pour 38 K EUR) et Corlay (8 130 litres). Les autorités ivoiriennes ont reçu parallèlement des dons des banques Société Générale Côte d'Ivoire (équipements médicaux de 122 K EUR), Banque sahélo-sahélienne pour l'Investissement et le Commerce (30 K EUR) et UBA (équipements médicaux de 229 K EUR).

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : BOA Mali prévoit d'augmenter son capital social de 3,3 Mds FCFA (5 M EUR)**

La filiale au Mali du groupe Bank of Africa (BOA) est en déroute sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), le marché financier commun de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La valeur de son action y a reculé de 5,9% le 26 mars 2020 atteignant 805 FCFA (1,2 EUR), après avoir reculé de 7% la veille, selon les bulletins officiels d'informations des deux journées. Le titre BOA Mali a accumulé une perte de valeur de 30% depuis le début de l'année. Dans ce contexte, la filiale malienne a prévu d'effectuer une augmentation de son capital social de 3,3 Mds FCFA (5 M EUR) en émettant de nouvelles actions d'une valeur nominative de 1000 FCFA (1,5 EUR).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Les opérateurs privés et publics se mobilisent pour soutenir l'Etat face au covid-19**

La société de téléphonie mobile mauritanienne Chinguittel a offert, dans le cadre des contributions au fonds de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus, 10 M MRU (246 K EUR) et a mis à disposition tous ses supports publicitaires pour sensibiliser la population au COVID-19. La Banque Populaire de Mauritanie a pris des mesures pour soutenir ses clients de la catégorie fonctionnaires et salariés dont le salaire est inférieur ou égal à 15 000 MRU (369 EUR) : les échéances de prêts en cours seront à la charge de l'établissement pour 3 mois et la banque est disposée à restructurer les échéances dues sur l'année 2020 sur les années suivantes. La SOGECO a offert des équipements médicaux.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Levée de fonds par la jeune pousse ivoirienne Coliba auprès d'un fonds allemand**

Coliba, une entreprise technologique ivoirienne de recyclage des déchets plastiques, obtiendra de la firme d'investissement allemande GreenTec Capital Partners, un appui financier dont le montant n'a pas été communiqué. Coliba opère depuis 2017 et a créé plus de 50 emplois, dont 77% occupés par des femmes. Coliba applique les principes de l'économie circulaire pour lutter contre le problème des déchets plastiques en Côte d'Ivoire. L'application Coliba permet aux utilisateurs de bénéficier d'avantages en recyclant le plastique. Plus de 5 Mt de déchets sont générés chaque année en Côte d'Ivoire, moins de la moitié étant collectés actuellement, et seulement 3% environ sont recyclés.

✉ Christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : Attribution de marchés de construction de centrales solaires à Synohydro et au groupement Hexing/Zed**

La Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables a publié les résultats de l'analyse des candidatures à l'appel d'offres international, lancé en février 2019, pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 20 MW à Bissau et de 2 mini centrales solaires photovoltaïques de 1 MW chacune, à Canchungo et à Gabu. La construction de la centrale solaire a été attribuée à l'entreprise chinoise Sinohydro pour un montant de 14 M EUR et un délai d'exécution de 16 mois. Quant aux 2 mini centrales, leur réalisation a été confiée au groupement Hexing/ZED-SA, constitué par Hexing et ZED-SA, pour un montant de 7 M EUR et un délai d'exécution de 14 mois.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Attribution du marché de construction de collecteurs au groupement Valimo/ECR**

Les travaux de construction de collecteurs dans la ville de Niamey vont être réalisés par l'entreprise nigérienne Valimo et l'entreprise française ECR Environnement pour un coût de 2,1 M EUR. Les travaux consistent en la réalisation de 6275 mètres linéaires de collecteurs. Les délais d'exécution sont estimés à 13 mois. Ce marché a été attribué dans le cadre du projet de gestion des risques de catastrophes et de développement urbain. Il est financé à hauteur de 100 M USD par la BM et vise à réduire la vulnérabilité des populations exposées aux risques d'inondations par une approche multisectorielle intégrée, ciblant en priorité les zones qui ont été les plus touchées par les inondations de 2012.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Inauguration de l'usine pharmaceutique Africure à Vitib**

Le Vice-Président de Côte d'Ivoire a présidé la cérémonie d'inauguration de l'usine pharmaceutique Africure sur le site de Vitib, le 12 mars 2020, en présence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. L'entreprise indienne, déjà implantée depuis 2018 au Cameroun, a bénéficié d'un prêt de Proparco, la filiale de l'Agence française de développement (AFD) dédiée au secteur privé, d'un montant de 10 M USD. 125 emplois directs et 50 emplois indirects devraient être créés. Il s'agit de la 6ème unité de production pharmaceutique du pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Nomination de Tidjane Thiam au conseil d'administration de Kering

L'ancien directeur général de la banque suisse « Crédit Suisse », l'ivoirien Tidjane Thiam, a été proposé au poste d'administrateur au sein du conseil d'administration de Kering pour une durée de 4 ans. Kering est un groupe du luxe basé en France et dirigé par François-Henri Pinault. Cette décision devra être entérinée lors de la prochaine Assemblée générale mixte des actionnaires qui se tiendra le 23 avril 2020. Spécialisé dans l'habillement et les accessoires, Kering est le troisième groupe mondial dans le secteur du luxe, après LVMH et Richemont et avec un chiffre d'affaires de 13,7 Mds EUR en 2018.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Le groupe MAOA remporte un contrat d'approvisionnement en eau potable de 40 M USD

L'entreprise mauritanienne, AGRINEQ, filiale du groupe éponyme Mohamed Abdallahi Ould Abdallahi (MAOA) a été déclarée bénéficiaire d'un avenant de 6,7 M USD au contrat d'approvisionnement en eau potable (AEP) d'un montant de 34,3 M USD, remporté en novembre 2018. Avec ce montant global de 40 M USD, AGRINEQ devrait réaliser les lots 1, 2 et 4 du projet d'AEP d'Aioun et de Djiguenni. Le projet d'AEP d'Aioun et Djiguenni compte quatre lots dont trois sont attribués à AGRINEQ et un (d'un montant de 6,2 M USD) attribué au chinois Sinohydro.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Visite du Directeur Général d'Orano Mining

Nicolas Maes était en visite au Niger la semaine du 9 mars. Au Niger, ORANO est actionnaire dans 3 sociétés minières d'extraction d'uranium : SOMAÏR (63,4%), COMINAK (34%) et la société IMOURAREN (66,65% ORANO Expansion, 33,35% Etat du Niger). En ce qui concerne le site COMINAK, dont la fermeture est prévue d'ici mars 2021, les parties prenantes travaillent actuellement sur le plan de réhabilitation. Le Directeur général a rassuré quant à la continuité des activités de la Somaïr pour encore une dizaine d'années. Par ailleurs, les travaux de rénovations de la route Tahoua-Agadez, financés à hauteur de 33 Mds FCFA (50 M EUR) par l'Etat du Niger et ORANO, avancent dans les temps.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : Lancement de l'offre internet très haut débit de Vivendi à Abidjan

Le Groupe Vivendi Africa (GVA) a annoncé le lancement de l'offre d'internet très haut débit « Canalbox » à destination du grand public en Côte d'Ivoire. Marco de Assis, président de GVA, a indiqué que son entreprise vise à démocratiser l'accès à Internet en proposant une connexion illimitée avec un débit jusqu'à 50 MB/s pour 30 000 FCFA (45 EUR) par mois. Le déploiement de l'offre de fibre optique est pour l'instant cantonné à quelques quartiers d'Abidjan (Marcory, Treichville, Cocody, Plateau, Riviera). GVA a lancé ses activités à Libreville (Gabon) en 2017, à Lomé (Togo) en 2018 puis à Pointe Noire et Brazzaville (République du Congo) en 2019.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 2ème édition du Salon des entrepreneurs de Guinée les 11 et 12 mars 2020

La 2e édition du Salon des Entrepreneurs de Guinée (SADEN 2020) s'est tenue à Conakry les 11 et 12 mars 2020, après une soirée inaugurale le 10 mars en présence du Président Alpha Condé. Cette édition était placée sous la thématique de « l'entrepreneuriat comme accélérateur de développement des chaînes de valeur agro-alimentaires ». L'évènement a accueilli des stands d'entreprises locales, venues présenter leurs produits et services et nouer des contacts ou trouver de nouveaux partenaires. Des prix ont été remis aux meilleurs jeunes entrepreneurs dans plusieurs catégories. Au total, 2 500 entrepreneurs ont pris part à l'évènement.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Niger : MGI Communications retenue pour la mise en place d'un système de contrôle des télécommunications

L'offre de l'entreprise suisse MGI communications SA a été retenue par le gouvernement nigérien pour la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle des services de télécommunications. Le coût global de ce projet financé par l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI) et l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP) est de 20,7 M EUR (13,6 Mds FCFA) hors taxe. Le délai d'exécution est de 5 ans.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : Approbation de 6 nouveaux permis de recherche minière dans les régions d'Agadez et de Tillabéri

Le Gouvernement nigérien a approuvé 6 nouveaux permis de recherche minière, dont 4 pour l'uranium et substances connexes à la Société Loxcroft Resources dans les départements de Tchirozerine et d'Arlit de la région d'Agadez et 2 pour l'or et métaux connexes à la Société Lâlin-Niger dans le Département de Torodi de la région de Tillabéri. En contrepartie, les sociétés Loxcroft Resources et Lâlin-Niger s'engagent à investir dans les trois ans à venir respectivement de 8 M USD (7,2 M EUR) et 6,34 M USD (5,7 M EUR).

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Nigéria : le groupe BUA annonce l'acquisition de P.W. Nigeria

Le conglomérat BUA a annoncé avoir fait l'acquisition d'une part majoritaire dans le capital de P.W. Nigeria, l'une des plus importantes entreprises du pays dans l'exploitation minière, la construction, le BTP et l'ingénierie. Cette acquisition est la 1^{ère} phase de la nouvelle stratégie à moyen terme du groupe BUA a indiqué son Président et fondateur Abdul Samad Rabiu. Elle a pour but d'accroître sa présence dans les infrastructures suite au renforcement de la filière ciment en janvier 2020 et la signature d'un accord avec le Chinois CBMI pour la construction d'une ligne de production de 3 Mt par an. En 2019, BUA Cement était le 3^{ème} producteur de ciment du pays derrière Dangote et Lafarge, avec environ 8,5 Mt par an.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : JET Motor Company lève 9 M USD pour la production de véhicules électriques**

Le constructeur automobile nigérian JET Motor Company fondé en 2017 et spécialisé dans les minibus électriques a levé 9 M USD auprès des Canadiens Greatman Legend et de divers investisseurs asiatiques. Ce financement doit lui permettre d'investir dans la R&D et enrichir sa gamme de modèles, pour une commercialisation d'ici fin 2020. Pour rappel, seul Innoson Vehicle Manufacturing produit depuis 2009 des véhicules 100% nigériens. Néanmoins, plusieurs entreprises étrangères (Nissan, Kia, Hyundai, Honda, Volkswagen et Ford) ont ouvert des chaînes d'assemblage au Nigéria ces dernières années, à l'image de Renault en partenariat depuis 2019 avec le groupe Coscharis.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Résultats en demi-teinte pour Vodacom**

Vodacom Tanzania Plc a vu son bénéfice net baisser à 90 Mds TZS (36 MUSD) en 2019 contre 170 Mds TZS (68 MUSD) en 2018. A la suite de la communication des résultats de l'entreprise, l'action a plongé à 41 TZS en mars 2020 contre 84 TZS au cours de la même période en 2019. Le principal moteur de croissance des revenus de la télécommunication est l'outil de paiement M-PESA et il constitue 33 % des revenus de services en 2019, soit près de 334 Mds TZS (133 MUSD).

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Mobilisation des entreprises chinoises pour répondre au Covid-19 au Rwanda**

Le fondateur du groupe chinois Alibaba prévoit d'effectuer des dons à l'ensemble des pays africains en ce sens. Le Rwanda a ainsi reçu le 20 mars 20 000 kits de dépistage, 100 000 masques et 1 000 combinaisons de protection. L'association des entreprises chinoises au Rwanda se sont par ailleurs mobilisé à hauteur de 11 MUSD en dons.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Ouganda : Appétence des entreprises européenne présentée à l'Uganda-Europe Business Forum

Lors du premier *Uganda-Europe Business Forum* qui s'est déroulé les 9 et 10 mars 2020, Attilio Pacifici, chef de la délégation de l'Union européenne en Ouganda, a relayé que selon une enquête réalisée auprès de plus de 100 entreprises européennes, celle-ci ont jusqu'à présent créé 32 500 emplois et investi 1,5 Mds EUR en Ouganda. Selon l'enquête, les entreprises prévoient d'investir 646 MEUR au cours des cinq prochaines années dans l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière et les services.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Report des élections 2020

Alors que les élections étaient prévues le 29 août, la Commission électorale éthiopienne a annoncé le 31 mars le report des élections *sine die* en raison de l'épidémie du Covid-19. La constitution éthiopienne exige que les élections se tiennent un mois avant les élections parlementaires, prévues en septembre 2020. Néanmoins, les mesures de lutte contre le Covid-19 ont entravé le déroulement des étapes nécessaires à la bonne tenue des élections (inscription des électeurs, recrutement des observateurs, la formation du personnel, etc.). Certains partis politiques ont reproché à la Commission électorale de ne pas avoir sondé les parties prenantes avant de prendre sa décision. Malgré les critiques, cette décision a été soumise aux membres du parlement pour approbation. La presse évoque les dates des 28 décembre 2020 ou 28 février 2021.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Mesures pour limiter les conséquences du confinement sur les populations vulnérables

Suite à l'extension des mesures de confinement jusqu'au 19 avril, le gouvernement a annoncé des mesures visant à soutenir la population la plus vulnérable, soit 1,8 M de personnes. La première vise à distribuer les réserves alimentaires stratégiques du ministère de l'agriculture, et la seconde prive les hauts fonctionnaires de leur salaire du mois d'avril afin de le mobiliser dans le cadre des programmes sociaux.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Ethiopie : Mise en place de l'état d'urgence

Approuvé par le parlement le 10 avril, l'état d'urgence a été annoncé par le gouvernement éthiopien pour une durée de 5 mois afin de faciliter la mise en œuvre des mesures de sécurité pour lutter contre le Covid19. L'état d'urgence permet d'une part, de donner une base légale aux mesures prises précédemment (fermeture des frontières, interdiction des rassemblements, réduction du nombre de passagers dans les transports publics, port du masque obligatoire), et d'autre part, la mise en place de nouvelles mesures dont : l'interdiction d'expulser des locataires ou d'augmenter le loyer, l'interdiction de licencier pendant toute la période de l'état d'urgence, et l'obligation pour tout propriétaire d'hôtel ou d'appartement de mettre à disposition ses biens dans le cadre de la lutte contre la pandémie, ainsi que l'interdiction de diffuser des fausses informations. C'est le troisième état d'urgence déclaré dans le pays depuis 2015.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : Risque de forte dégradation de la situation humanitaire

Les principaux canaux de transmission macroéconomique de la crise mondiale à la Somalie sont la volatilité des prix, la compression des échanges avec le reste du monde et la baisse des recettes domestiques. Outre la suspension des vols internationaux, le gouvernement a récemment annoncé la mise en place d'un couvre-feu à Mogadishu, effectif le 15 avril. Un confinement à grande échelle des centres urbains apparaît cependant peu probable, considérant le coût économique et social d'une telle mesure dans le contexte somalien et les moyens très limités des autorités. Compte tenu de la croissance démographique, de 2,9 % par an depuis 2015, le PIB par habitant stagne à 311 USD et 69 % de la population est en situation de pauvreté (moins de 1,90 USD par jour en PPA). Le pays, déjà vulnérable aux chocs climatiques (avec la sécheresse de 2017, la croissance s'était repliée à 1,4%), et au climat sécuritaire fortement dégradé (235 incidents répertoriés en janvier), devrait voir son PIB se contracter de 2,5% en 2020 selon le FMI.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Comment sensibiliser, mobiliser et souder la population soudanaise ?**

Les autorités soudanaises ont lancé une campagne de communication pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de mettre en œuvre des réformes économiques au travers d'une série de spots vidéo. Les autorités mentionnent notamment que le Soudan possède la 3^{ème} plus forte inflation mondiale et est le 3^{ème} pays moins cher au monde pour le prix de l'essence (6 SDG, soit 4,3 cents de dollar le litre). Dans le même temps, le Premier ministre a lancé solennellement jeudi 2 avril une campagne nationale de dons « pour relever et reconstruire la nation ». 12 jours après son lancement, cette campagne a recueilli environ 86 MSDG, grâce à plus de 535 000 donateurs. Plus que le montant de la collecte (600 000 USD environ au cours parallèle), il s'agit pour le gouvernement de créer un élan de solidarité autour de sa politique. Pour mémoire, fin mars, les autorités soudanaises avaient réuni les principaux groupes publics et privés afin de demander une contribution de 10 M de SDG par groupe pour lutter contre la pandémie. 2 MUSD avaient été versés par ces opérateurs. Enfin, le ministre des Finances a indiqué qu'un nouveau budget révisé devrait être adopté cette semaine, ce qui laisse supposer que des annonces importantes sur le démantèlement des subventions pourraient intervenir.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

